

Tribune socialiste

N° 306 / 15 DÉCEMBRE 1966 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



P. COLLOMBERT

Agriculture : la logique est dans le socialisme

Bernard Lambert

L'agriculture occupe en France un travailleur sur cinq, mais reçoit le dixième du revenu national ; le travailleur agricole gagne donc moitié moins que le français moyen. Cette situation provoque les protestations légitimes de la gauche tout entière.

Mais peut-on prétendre que les problèmes agricoles seront résolus par la défense de l'exploitation familiale à condition que la terre appartienne à ceux qui la travaillent et que l'augmentation des prix de

vente soit suffisante pour obtenir des revenus équivalents à ceux des autres catégories de Français, c'est à-dire la fameuse parité ?

Les choses ne sont pas si simples.

*La propriété individuelle
du sol,
source d'asservissement*

La propriété privée du sol reprise du droit romain par le code civil a pris une importance quasi

mythique pour de nombreux paysans français.

Ce droit a eu une grande importance : il a permis de transformer l'agriculture féodale en un système plus productif capable d'alimenter une économie d'échanges. Pour chaque agriculteur, devenir propriétaire de son sol, c'était accéder à la sécurité de l'emploi, prouver sa réussite et gagner la considération des voisins. Mais ces avantages compor-



**Conseil
National
Nos candidats**

**Conflit
israélo-arabe**

Aly El Samman

**Réponse à
R. Priouret**

Michel Rocard

**Les Diogènes
du gaullisme**

**Les priorités
sociales**

Maurice Combes

tent de lourdes contreparties : la première est la dépendance totale des fermiers et métayers que le statut de 1946 n'a pas totalement supprimée. La seconde est le prix à payer pour étendre ou simplement maintenir la propriété familiale remise en cause à chaque succession.

Dans les régions à forte pression démographique, le partage du sol entre les héritiers a très longtemps donné lieu au morcellement en d'innombrables parcelles, tandis que dans d'autres régions le problème était résolu par la politique de l'enfant unique. La loi de 1938 sur l'indivision porte une première atteinte au droit de propriété mais n'apporte pas de solution satisfaisante au problème.

En effet la loi intervient bien tard et le morcellement est un fait acquis (nombreuses sont dans l'ouest les communes où la surface moyenne des parcelles est de 30 ares dont 20 % de haies). Le remembrement s'avère un remède insuffisamment actif. Le système qui permet à l'héritier restant exploitant de refuser l'indivision et de racheter les parts de ses frères et sœurs, en leur versant des soultes oblige l'exploitant à consacrer des sommes énormes à l'achat de son sol, pour lequel il s'endette de manière durable, immobilisant au passage sur la terre une masse de crédits qui seraient plus fructueusement employés ailleurs.

Au moment où l'évolution des techniques de production oblige à accroître la taille moyenne des exploitations pour utiliser correctement les équipements mécaniques les plus récents, le système craque : imagine-t-on l'expansion industrielle, si l'un des héritiers devait racheter l'entreprise à ses frères et sœurs à chaque décès du président-directeur général ? Et l'élévation progressive du prix de la terre à partir de la spéculation sur les terrains susceptibles d'être un jour bâtis ne fait qu'aggraver le phénomène.

En réalité si le prix de la terre en France a augmenté de 15 % en 1965, nous le devons largement à la spéculation sur les terrains d'urbanisme. Mais le problème de la spéculation ne se pose pas seulement autour des villes. Le passage des autoroutes, les terrains pour résidences secondaires, les régions où la densité démographique entraîne une pression de la demande connaissent aussi les méfaits de la spéculation.

Si pour lutter contre la spéculation, la gauche demande la municipalisation des terrains à bâtir, elle doit aller jusqu'au bout et proposer cette solution partout où il y a spéculation.

Nécessité d'un cadre socialiste

A ce point de notre analyse, il semble évident qu'il n'y a de solu-

tion à ce problème que dans un cadre socialiste.

Dans l'immédiat, l'un des combats de la gauche pourrait être d'obtenir au plan législatif, non pas des modifications à un droit de propriété dont nous remettons en cause fondamentalement la nature, mais la création d'un autre droit, collectif celui-là, qui serait parallèle au précédent. Entre ces différents droits les agriculteurs pourraient choisir.

Lorsqu'une commune décide le remembrement, les propriétaires n'ont plus la libre disposition de leurs terres. C'est une commission composée d'agriculteurs et de représentants de la municipalité qui prend les décisions. Ce système, qui n'est que temporaire ne pourrait-il pas devenir permanent en ce qui concerne le choix du fermier exploitant ?

Enfin, si un fermier qui est obligé d'acheter sa ferme, si un exploitant qui doit verser des soultes à ses frères et sœurs, avaient le choix entre cet investissement improductif et la possibilité de donner leurs droits de préemption ou de vendre leur part de terre à une société communale ou cantonale d'investissement foncier en contrepartie d'un bail à long terme (30 ans par exemple) qui assurerait la sécurité de l'emploi, nous pouvons assurer que la plupart choisiraient la sécurité dans le cadre d'un fermage, plutôt que l'investissement improductif. De surcroît bien des querelles de famille, découlant de l'héritage, seraient résolues dans nos campagnes, et de telles sociétés constitueraient pour les élus chargés de les administrer un excellent apprentissage de la démocratie. Il reste bien entendu que ces sociétés ne seraient pas gérées par les apporteurs de capitaux et qu'elles n'auraient pas de but lucratif.

L'industrialisation actuelle

Produire dans un cadre collectif où chacun pourrait exercer sa part de responsabilités tout en maîtrisant les problèmes techniques représente un important progrès économique et peut-être politique. Pourtant, c'est aussi à un autre niveau sur une autre place que se situe aujourd'hui le combat socialiste en agriculture. Le pouvoir de décision concernant tout le processus de fabrication et de mise en marché des produits alimentaires est de plus en plus entre les mains des entreprises d'approvisionnement et surtout de transformation et de commercialisation. L'appareil de production, quel qu'il soit en est réduit progressivement à exécuter ce que lui commande l'industrie d'amont et d'aval, et ce, jusque dans l'application des découvertes techniques mises au point par le service scientifique de l'usine.

Il y a dix ans, en France, 1.500.000 exploitants environ produisaient encore 90 % des poulets. Maintenant

moins de 15.000 entreprises agricoles produisent ces 90 % de poulets.

En réalité, ces 15.000 unités sont intégrées par les firmes qui produisent l'aliment, qui transforment et qui commercialisent. Ces firmes représentent le véritable centre de décision puisqu'elles fournissent les poussins, l'aliment, les techniques de production avec contrôle par leurs propres techniciens, se réservant de fixer aussi la date précise d'enlèvement. Nous sommes donc en présence de 150 ou 200 entreprises qui commandent la production de 15.000 ateliers intégrés dont certaines atteignent ou dépassent les 200.000 poulets-semaine.

Des firmes internationales comme Unilever, Largill, Purina, Lilbys, etc., organisent actuellement en France de nouveaux processus industriels de production, transformation, commercialisation de produits alimentaires.

La nouvelle mise en condition

Si ces firmes gagnaient la partie et devenaient les agents monopolistiques de l'industrialisation agricole, que deviendraient les producteurs et quelles en seraient à terme les conséquences pour les régions excentrées ?

L'expérience des Etats-Unis en particulier nous permet de décrire la stratégie de ces firmes :

Lorsqu'elles décident de pénétrer un marché, elles commencent par créer une surabondance de production. Elles paient le producteur à des prix plus élevés que toutes les autres firmes fussent-elles coopératives. Dans le même temps, elles vendent la marchandise à bas prix. Le marché s'effondre. Les faillites se produisent. Avant ou après faillite, ces firmes rachètent la concurrence bien équipée ou sinon, reprennent la clientèle de producteurs. Ces opérations coûtent bon nombre de milliards, mais le caractère international de ces firmes leur permet des péréquations sur plusieurs pays.

Il est évident que ces pertes consenties pour la création de monopoles seront récupérées et au-delà. Par ailleurs, l'expérience des Etats-Unis prouve qu'après avoir amorti leurs premiers investissements, ces firmes chercheront à implanter la deuxième génération industrielle à proximité des centres de consommation, c'est-à-dire, ailleurs que dans les régions excentrées. Les conservateurs français et étrangers pratiquent d'ailleurs cette politique dès maintenant.

Si la gauche rejoignant le combat de bon nombre d'agriculteurs ne fait pas pression pour empêcher ces firmes de pratiquer ce développement et cette industrialisation de l'agriculture, il est évident qu'à la prolétarianisation des agriculteurs succèdera leur paupérisation.

Un choix politique

Il est évident aussi que ce combat ne peut être un combat contre le progrès technique et économique. Nous devons donc proposer des solutions de remplacement. Celles-ci peuvent être de plusieurs ordres :

— Nationalisation et transformation en coopératives de ces firmes si la gauche vient au pouvoir ;

— Renforcement immédiat du secteur coopératif, qui représente la seule alternative possible.

Pour notre part, nous pensons que l'alternative est coopérative. Et nous dirons prochainement dans ces colonnes, sur quelles raisons nous fondons notre choix.

Mais il nous paraît certain que tous ces choix impliquent une prise de conscience globale qui ne peut s'incarner qu'au travers d'une organisation politique de gauche.

Pour ma part j'ai choisi le Parti Socialiste Unifié. Je sais que ce parti a des lacunes. Je sais qu'il est encore très minoritaire dans ce pays. Je sais aussi que ce choix sera très contesté par d'autres militants agricoles parce qu'il remet en cause une tradition de soi-disant sagesse en matière politique.

Mais je pense qu'il est malhonnête sous prétexte que les responsables agricoles ne doivent pas heurter les traditions du milieu, de lutter contre le régime capitaliste au plan professionnel et de refuser les conséquences politiques de ce choix.

Ce n'est ni par la droite ni par un centre donnant dans le social mais refusant le changement de régime que nous préparerons la société juste à laquelle nous sommes attachés.

Il faut d'autre part cesser de mentir aux agriculteurs. L'action pour la transformation de notre milieu ne servirait à rien si dans le même temps nous ne luttons pas pour une transformation de toute la société.

Je sais que la gauche traditionnelle, par son langage conservateur, par sa défense de notions dépassées, a repoussé bon nombre de militants agricoles vers un centre qui les utilise comme affiche électorale mais qui est en fait complice du capitalisme.

Le P.S.U. dont l'option socialiste ne fait pas de doute malgré ses imperfections, est le seul parti de gauche dont la recherche, le programme et la lutte vont dans le même sens que la recherche et la lutte des responsables agricoles les plus avancés.

Je veux être logique avec moi-même. C'est en étant présent dans la gauche que ma lutte deviendra la lutte de la gauche. C'est en étant présent dans la gauche que le combat pour une transformation de l'agriculture s'insérera dans un combat pour la transformation de toute la société.

Editorial

Pas d'alliance sans programme

par Harris Puisais

C'est un fait que le Conseil National du PSU a été à la fois ferme et réaliste dans ses décisions.

Il a précisé à une très large majorité selon quelle stratégie notre Parti entendait préparer les élections de mars 1967.

Les délégués ne se sont guère souciés de « penser pour les autres » ils se sont préoccupés de mettre en accord leurs principes politiques, affirmés depuis de longs mois, avec la nécessaire démarche pratique qu'impose toute recherche de coalition électorale.

Notre « petit parti » comme le qualifie P. Vianson Ponté, n'a nulle vocation à se faire hara kiri sous prétexte que ses partenaires entendent se prévaloir d'un droit acquis de représentativité.

La loi du nombre ne lui semble pas suffisante pour que le gaullisme soit battu ; il continue à estimer que la meilleure chance de vaincre passe par deux critères — celui de l'alliance des forces de gauche et celui de la vraie politique de cette alliance.

Le PSU sait fort bien que sa conception de la gauche irrite ceux de ses voisins, éternels partisans de la mise au frigidaire de toute question controversée. Mais, les réflexions les propositions, les exigences qu'il met en avant, ne sont pas seulement les siennes. Elles correspondent à l'opinion de bien des hommes à gauche qui ne veulent pas être dupes d'un marché essentiellement tactique.

L'originalité du PSU tient effectivement au fait qu'il se refuse à certains jeux et qu'il ne conçoit pas la vie politique sous l'angle d'une soi-

disante efficacité, reniant l'essentiel des principes du socialisme.

Bien sûr, nous savons bien que toutes nos idées ne sauraient être admises sans discussion. Vouloir les imposer dans leur ensemble, comme base d'une alliance, serait irréaliste. Et cela démontrerait que nous sommes partisans de la politique du pire.

Mais accepter de les sacrifier sous prétexte que l'union serait plus facile nous est également impossible.

C'est pourquoi nous entendons conduire simultanément avec ceux des partis de gauche qui l'acceptent, le double dialogue sur un accord politique et sur un accord électoral.

Personne ne comprendrait que nous sacrifions ce qui est essentiel à ce qui n'en est que la conséquence.

Et pour nous l'accord politique demeure toujours prioritaire.

S'il se réalise nous serons ouverts à toute discussion qui recherche les meilleures conditions pour battre les candidats gaullistes. Nous serons prêts à apporter notre appui à tout candidat de gauche ayant possibilité de vaincre dès lors qu'il aura affirmé son accord à une plate-forme politique retenant les objectifs précis qu'une majorité nouvelle doit proposer si elle veut succéder au gaullisme.

Mais comme notre meilleure garantie réside dans notre présence au combat, nous entendons avoir notre place dans l'alliance que toute la gauche doit réaliser pour le premier tour des élections.

C'est pourquoi, abordant avec le PC et le FGDS, les conversations bilatérales que l'on sait, nous souhaitons que de leur côté ces deux partis, en arrivent à la nécessaire conclusion que l'accord à réaliser doit être celui de toute la gauche.

Nous le redisons très clairement : notre volonté est d'aboutir à un accord mais pas à n'importe quelles conditions.

En renvoyant nos lecteurs aux textes votés par le Conseil National, nous leur demandons de bien comprendre le sens et le contenu de nos propositions : battre le gaullisme est notre but. Éviter que les voix de gauche ne se dispersent en est le meilleur moyen. Créer les meilleures conditions d'une dynamique électorale demeure notre exigence.

C'est pourquoi nous affirmons à nouveau notre certitude que l'alliance et le programme sont inséparables si l'on veut assurer le succès de la gauche.

Ne pas le comprendre à trois mois des élections serait commettre la plus irréparable des erreurs politiques.

Front Socialiste

Les éternels Diogènes du gaullisme

D. Yvoire

Tout le monde sait qu'autour de l'U.N.R. gravitent plusieurs formations politiques qui entendent être situées à « sa » gauche.

Il y a l'U.D.T. où siègent les mal payés du gaullisme, les Hamon, Capitant, Vallon... jamais ministres, mais toujours bavards. Leur rôle est d'être (c'est eux qui le disent) l'élément moral du gaullisme, les gardiens d'une sorte d'orthodoxie des premiers gaulliens, incompris mais toujours prêts au martyr. Quand ils parlent ils ont ce demi-sourire qui veut laisser croire que derrière eux, complice même si elle est silencieuse, se profile l'ombre du Général qui leur dit : « Allez-y mes petits, mes sans grade... je vous couvre — mais n'exagérez pas ». C'est pourquoi finalement U.N.R. ou U.D.T., on ne fait guère de différence. Leur seule victoire qui montre leur défaite et illustre leur inefficacité, c'est de n'avoir su que créer le sigle U.N.R.-U.D.T.

Il y a aussi les Confédérés (terme décidé à la mode) de Decharre et Dauer. Ce deuxième peloton

rassemble les inadaptés, les bruyants les gênants, les trop marqués, ceux dont l'U.D.T. n'a pas voulu et que l'U.N.R. méprise ou désavoue. Ils font du vent pour qu'on remarque leur existence, mais ce vent les emporte eux-mêmes. Il y a enfin le « Front Travailleiste » où se retrouvent les ex-militants du syndicalisme et de la S.F.I.O. qui, en accord avec Guy Mollet-Dexonne... et les autres de 1918, continuent à défendre leur position et leur appel à de Gaulle. Eux pensent toujours qu'ils ont eu raison de faire le voyage de Colombey et de mettre le général au pouvoir. Pour eux, le virage de la S.F.I.O. de la rue Malesherbes est une inconséquence politique. Avec Lucien Junillon, suppléant du sénateur doyen Marius Moutet et ancien membre du Comité-Directeur de la S.F.I.O., ils se veulent plus socialistes que gaullistes. Avec Yvon Morand, venu du syndicalisme et Président des Houillères du Nord, ils n'entendent pas renier leur passé et voudraient en être certains



Un événement dépassé

A.F.P.

Pour eux, l'U.N.R. contient trop d'antigaullistes de 1940 et trop de conservateurs et de capitalistes.

Leur demande rappelle celle de l'U.D.T. mais ils se veulent moins intellectuels et plus pratiques. Leurs réflexions politiques sur un « néo-socialisme » sont parfois intéressantes à lire. On y apprend que le gaullisme de Pompidou et des banques les hérisse et qu'il faut les renvoyer à leurs Conseils d'Administration si l'on veut : « assurer une juste répartition au détriment des catégories les plus modestes du produit du revenu national » et « créer une planification véritablement démocratique ». On juge d'ici leur douce illusion qui est de croire que leur petit pot de terre ébranlera la bastille des fondés de pouvoir et des technocrates de l'U.N.R. D'autant plus qu'en reconnaissant le « bien-fondé d'une majorité parlementaire cohérente, élue par et pour de Gaulle, ils font

l'inconscient aveu de leurs contradictions puisque cette « majorité » est celle qui soutient la politique économique qu'ils refutent. Quant à leur soutien à la « force de frappe », ils l'accordent en prime supplémentaire de fidélité à de Gaulle, ce qui leur évite toute autre justification, difficile à argumenter, même en se souvenant de sa dialectique originelle.

Ainsi, prisonniers de leurs souvenirs, avec parfois des accents de franchise et souvent une étonnante naïveté, les adhérents du « Front Travailleiste » qui avaient refusé la présence à leur Congrès des Ministres Joxe et Pisani, ont reçu la visite de Vallon (lui, il va partout, ce qui lui donne l'impression de n'être pas seul) et de d'Astier de la Vigerie. Ce dernier, tout auréolé de sa « gloire » télégénique, semblait bien à sa place parmi ses « hommes déchirés ». Il y trouvait une nouvelle halte dans son chemin sinueux de la droite ou gaullisme, du paupérisme ou travaillisme. Il y a promené sa fausse simplicité qui dupe, son air aristocratique qui descend au peuple, son talent qui sert d'alibi au gaullisme pour faire croire à la « liberté des ondes »... et qui, hélas, réussit souvent sa besogne.

Ainsi vont comme des grognards, ces hommes que les puissants du jour méprisent ou utilisent.

Déphasés et isolés, plus sincères et honnêtes que la Cour, avec leurs pères et leurs esthètes, ils vivent en marge, tournent en rond et cherchent l'issue à leur dilemme.

Allemagne

Le pari de Willy Brandt

Michel Joch

L'Agence de Presse d'Allemagne de l'Est l'A.D.N. qui, d'habitude fait preuve de moins d'humour, a après la formation du nouveau gouvernement de Bonn, qualifié M. Willy Brandt de « Feuille de Vigne » des Chrétiens Démocrates.

Il est de fait que ce gouvernement de coalition C.D.V.-S.P.D. est beaucoup moins avantageux pour les Sociaux Démocrates qu'ils ne l'espéraient.

C'est une entrée par la petite porte que font les « SOZI » après 36 ans d'opposition. Bien que leur leader ait proclamé que le Chancelier Kiesinger avait accepté une grande partie de leur programme qui est bien mince, on voit mal comment les ministres S.P.D. pourront influencer un gouvernement décidé à continuer la politique « bourgeoisement » traditionnelle du Parti Chrétien Démocrate.

Une grande compromission ?

La composition même de ce gouvernement de « Grande Coalition » montre bien que M. Brandt et ses amis ont dû accepter nombre de concessions pour participer aux affaires fédérales. En effet, le retour de M. Strauss avait été combattu avec acharnement par les Sociaux Démocrates qui ne voulaient pas cautionner la présence de celui qui avait été discrédité par l'affaire du « Spiegel ». Or, M. Strauss occupe le siège de Ministre des Finances, le prétendant socialiste, M. Schiller, n'ayant réussi qu'à prendre les affaires économiques. Les Chrétiens Démocrates n'ont laissé aucun poste important à leur allié occasionnel, hormis la politique étrangère, domaine où l'incompétence et l'immobilisme du gouvernement Erhard avaient causé de tels ravages qu'il eut été indécent d'y revoir les mêmes têtes. M. Brandt chausse d'ailleurs cette semaine ses bottes de sept lieues afin de rencontrer le général de Gaulle à Paris, puis MM. Rusk, Brown et Fanfani. Après ces visites éclair, il est question d'un voyage à Moscou. « La Politique internationale allemande doit sortir du coton », a dit le nouveau Ministre des Affaires Étrangères qui, s'il veut donner une nouvelle image de son ministère, doit beaucoup travailler.

Quant au reste il est difficile de croire à l'avenir d'un gouvernement aussi disparate. Au moment où l'Allemagne traverse une sérieuse crise politique, le gouvernement Kiesinger, cabinet de replâtrage, conduit par un homme dont les origines politiques sont douteuses et dont l'énergie n'est pas la qualité dominante, n'apparaît pas exactement comme la solution idéale.

Sans parler des problèmes de politique étrangère ou d'armement atomique, les divergences économiques de la coalition risquent d'apparaître très vite.

Les pires tenants du système libéral pour qui les mots socialisme ou planification sont du Volapück, collaboreront avec des Ministres Sociaux Démocrates. Il est, hélas, vrai que ces derniers ont depuis longtemps abandonné toute idée trop compromettante et que la pensée économique de M. Schiller, par exemple, n'est pas très éloignée de l'orthodoxie libérale.

Depuis 1959, date à laquelle le S.P.D. s'était dépouillé de tout ce qui pouvait le faire ressembler à un parti « marxiste », M. Wehner, ancien communiste et auteur de cette « décoloration » de son nouveau parti, n'avait poursuivi qu'un seul but : « Atteindre et conquérir le pouvoir ». Hanté par trop d'années d'opposition et sentant ses cheveux blanchir, M. Brandt l'avait suivi dans cette voie.

Malgré toutes les concessions destinées à rassurer l'opinion sur la « respectabilité » des dirigeants Sociaux Démocrates, ceux-ci, lors des dernières élections, ratèrent leur cible.

Les Démocrates Chrétiens restèrent majoritaires et Willy Brandt se retrouva avec un parti sans doctrine, n'ayant plus qu'un lointain rapport avec le Socialisme et promis à un avenir bien sombre. Aussi la crise ouverte par l'élimination de M. Erhard vint-elle à point permettre de saisir l'occasion tant espérée et jamais atteinte de parvenir aux responsabilités gouvernementales.

Mais cette conquête de quelques portefeuilles risque de coûter cher au S.P.D.

Des rebelles sur la gauche

Des milliers de télégrammes s'amoncelèrent sur le bureau de M. Brandt disant tous en substance : « Pas ça ou pas vous ».

Les Jeunesses Socialistes manifestent dans toute l'Allemagne fédérale contre la trahison des dirigeants. Günter Grass et le propre fils du leader du parti participent à ces manifestations. Fait plus grave ou plus encourageant, les socialistes du Land de Rhénanie Westphalie refusent la grande Coalition et entendent gouverner avec les Libéraux, entrant ainsi en rébellion ouverte contre les autorités du Parti.

Un certain nombre de dirigeants importants dont M. Brenner, chef du très conséquent Syndicat des Métallurgistes, ont exprimé leur désaccord avec la politique suivie par M. Brandt.

En sommes-nous au point de rupture ? Allons-nous assister à la naissance d'un P.S.U. Ouest Allemand ? Les semaines à venir nous l'apprendront, mais le pari de Willy Brandt sera de toute façon condamné, il n'échappera pas au dilemme : ou éclatement du parti ou compromission irrémédiable.

Cheminots : grève différée

Le 8 décembre, les représentants des syndicats de cheminots se sont réunis et ont décidé de ne pas donner suite à la proposition de la C.G.T. de faire grève les 14 et 15 décembre. Les cégétistes n'insistèrent pas, les autres syndicats n'étant pas favorables à un mouvement dans l'immédiat.

A vrai dire il n'existait pas une grande volonté de lutte dans une corporation qui fut jusqu'ici à l'avant-garde de l'action dans le secteur public. D'autre part, il ne fallait pas compter sur un appui des gaziers et électriciens en raison des divergences sur les salaires entre la C.G.T. et la C.F.D.T. à l'E.G.F.

Enfin au moment où s'engageaient des pourparlers entre les partis de gauche, les dirigeants de la C.G.T. apparaissaient soucieux de ménager l'E.G.F. à laquelle la C.G.T. et la C.F.D.T. avaient proposé au plan confédéral, un mouvement d'ampleur nationale.

Si la réponse négative du Comité Confédéral national de Force Ouvrière n'a pas été une surprise, il existe par contre une certaine communauté de vues entre les Fédérations de cheminots C.G.T. et F.O. L'une et l'autre sont désormais d'accord pour ne plus fréquenter les Commissions Grégoire-Toutée et pour critiquer la position prise à

l'E.G.F. par la C.F.D.T., F.O. et la C.G.C.. Pour le secrétaire général des cheminots C.G.T., cette position « coïncide avec l'objectif du pouvoir tendant à instituer, au nom de la "politique des revenus" une véritable police des salaires ».

Au contraire, le secrétaire général des cheminots C.F.D.T. vient de se prononcer pour « une véritable politique des revenus » et pour un effort particulier en faveur des salaires les plus bas. Mais cela est-il possible dans le cadre du V^e Plan gaulliste ?

Il reste que si les Fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie et du bâtiment ont prévu pour le 14 décembre des manifestations et des délégations au siège des organisations patronales, les divergences qui se font jour dans le secteur nationalisé ne rendant pas possible pour le moment cette « action nationale de grève de toute la classe ouvrière » souhaitée par les trois fédérations de cheminots.

M. C. A. A.

La réunion annoncée dans notre précédent numéro pour le 11 décembre au Musée de l'Homme est reportée au 19 janvier.

L'exemple d'un bon "job"

Il y a des députés gaullistes qui ont bien de la chance. La vie parlementaire leur laisse bien des loisirs, et faute de s'intéresser à leurs électeurs, ils font prospérer leurs propres affaires.

Avocats, ils gagnent des causes... à ne pas plaider. Industriels, ils cherchent des débouchés. Notaires ou avoués, leurs études attirent...

Nous exagérons, pensez-vous. Mais que non. Le hasard d'un rendez-vous nous avait amené à la salle des Ventes Drouot. Maillet en main, M. le Commissaire-Preneur Laurin, député U.N.R. de Saint-Raphaël, y vendait des Daumier. A la même heure l'Assemblée Nationale siégeait sur la loi électorale.

Ah ! que Daumier eut bien car-

caturé ce nouveau seigneur. Mais le soir, après le travail, le sus-dit Laurin, fait un tour à l'Assemblée Nationale, lance une phrase pour que le Journal Officiel la reprenne et justifie ainsi sa présence de représentant du peuple.

Avec le pourcentage des ventes de l'après-midi et sa part de salaire quotidien, on comprend que M. Laurin soit inconditionnel pour que « ça dure ».

Mais l'exemple mérite plus d'intérêt que son personnage.

Une fois pour toute, ne faudrait-il pas interdire à tout député, l'exercice d'une autre profession ? Ou alors lui laissant sa profession, réformer le système de l'indemnité parlementaire.

Les idéologues musclés

T.S. évoquait la semaine dernière la manière peu politique dont le parti Communiste contestait la ligne des étudiants et des intellectuels influencés par les thèses chinoises. La polémique se poursuit, mardi puis vendredi, une délégation de deux cents idéologues musclés appartenant pour la plupart au service d'ordre du comité central est

venue défendre la "ligne" à coups de poing en interdisant la tenue d'un meeting organisé salle des Horticulteurs par des étudiants exclus de l'U.E.C. pour "anticommunisme".

Qu'il nous soit permis de regretter que la lutte anti-faciste que mènent dans les quartiers universitaires les étudiants de gauche n'aie jamais bénéficié d'un concours aussi efficace.



Des loisirs moins archaïques.

Agip

Programme commun

Les priorités nécessaires

Maurice Combes

En dépit de toutes les promesses qu'il a faites dans le domaine social, le gaullisme a subi sur ce plan un échec incontestable. Cet échec s'explique par le fait que le régime du pouvoir personnel est l'expression des intérêts du grand capitalisme — ce dernier fût-il moderne — et par le fait qu'il n'a pu rallier à sa politique les syndicats, représentants authentiques de la fraction la plus consciente de la classe salariée.

Cependant il nous faut reconnaître également que la gauche, parlant sans cesse de « faire du social », n'a pas toujours, dans le passé, évité la démagogie et s'est écartée pratiquement de la perspective socialiste. Ce faisant, elle a suscité la méfiance des syndicats sans l'adhésion desquels la construction d'un socialisme démocratique est impossible dans un pays industriellement avancé.

A cet égard, il faut être clair : la gauche au pouvoir doit présenter un programme réalisable et éviter l'inflation qui serait le meilleur auxiliaire des forces conservatrices aux abois. Toute politique sociale implique une politique économique permettant sa réalisation, c'est-à-dire des réformes de structure : municipalisation des sols, réforme fiscale, planification et contrôle des investissements, etc. Un des reproches que nous faisons précisément au programme électoral du Parti Communiste, c'est de négliger trop souvent

ces réformes et de se contenter d'un catalogue de revendications dont la satisfaction est impossible dans un délai limité.

D'autre part, la garantie de l'exécution d'une politique véritablement sociale réside dans une collaboration durable, sur un pied d'égalité, entre les syndicats ouvriers, agricoles, universitaires et les partis se réclamant du socialisme. Il faut que les syndicats prennent leurs responsabilités en participant à l'élaboration et à l'application du programme commun de la gauche, en particulier à la mise en œuvre d'une planification démocratique (notion commune aujourd'hui à toute la gauche, y compris le P.C.F.).

Fort bien, nous dira-t-on, mais comment pensez-vous rallier les syndicats et les masses impatientes qu'ils influencent ? Là encore il faut être clair : un gouvernement de gauche doit s'engager à faire passer dans les faits les revendications les plus importantes, les plus urgentes présentées par le monde du travail. En effet on ne peut tout faire à la fois ; il faut établir dans le domaine économique et social des priorités et s'y tenir. Ce n'est qu'à cette condition que le peuple comprendra qu'il ne s'agit plus de raser gratis, que ce qui est promis sera tenu, à cette condition également que le pouvoir de la gauche ralliera les éléments flottants, ceux qui naturellement devraient lui témoigner de la sympa-

thie mais sont sceptiques sur sa capacité de gouverner. D'où l'importance d'un programme comportant des objectifs prioritaires et réalistes sur le plan social.

Pour les plus défavorisés

Quels devraient être ces objectifs, dans la perspective du combat électoral de 1967 ? Nous dirons tout d'abord qu'ils devraient tendre à améliorer le sort des plus défavorisés : travailleurs au S.M.I.G., chargés de famille, retraités.

A ce sujet, nous pensons comme la F.G.D.S. que le S.M.I.G. devrait être indexé sur la croissance de la production nationale et non plus seulement sur les prix (en raison de la manipulation des indices). Mais il faut aussi tenir compte du retard pris par le S.M.I.G. sur l'évolution des salaires moyens et le porter rapidement à 600 F par mois.

En ce qui concerne les prestations familiales, il faut prévoir un certain « rattrapage » pour combler le retard pris par celles-ci sur les salaires.

Pour ce qui est des vieux travailleurs, nous pensons que la solidarité nationale exige que les montants de leur pension soit fixé au minimum à 250 F par mois (chiffre retenu par le contre-plan du P.S.U. et le programme du P.C.F.). A noter par ailleurs que les programmes de la Fédération et du Parti Communiste se prononcent pour un abaissement de l'âge de la retraite mais sans donner de chiffres précis à ce sujet. Nous estimons, quant à nous, qu'il conviendrait de fixer à 60 ans l'âge d'ouverture du droit à pension pour les femmes et les professions les plus pénibles.

Réduire la durée du travail

Mais il est évident qu'un programme dynamique de la gauche doit, pour avoir le soutien des masses, intéresser l'ensemble des salariés et leurs organisations syndicales.

Nous sommes d'accord avec la F.G.D.S. sur le principe de la liberté de négociation des conventions collectives mais nous constatons dans la pratique la dévalorisation de celles-ci. Aussi nous semble-t-il que l'Etat devrait intervenir pour favoriser — par le moyen de quasi-contrats, d'avantages fiscaux, etc. — la conclusion de conventions collectives de branches compatibles avec les objectifs du Plan et portant sur les salaires réels et non plus seulement sur les minima garantis.

Ces conventions devraient garantir non seulement l'élévation des salaires et la réduction de la durée du travail, mais aussi les droits syndicaux, en particulier la reconnaissance effective des sections syndicales d'entreprise (liberté d'information, de collecte, une heure de réunion par mois sur le lieu du travail), reconnaissance qui devrait faire l'objet d'une loi. Il conviendrait d'autre part d'étudier avec les syndicats les possibilités de démocratisation de la gestion du secteur nationalisé, question qu'ignore le programme de la F.G.D.S. mais non celui du Parti Communiste.

Parmi les aspirations des salariés, la réduction de la durée du travail

est une des plus importantes car le travail demeure pour la plus grande partie des hommes, dans la société industrielle, davantage une source d'aliénation qu'une possibilité d'accomplissement (ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe pas aussi un problème de l'utilisation des loisirs que nous ne pouvons traiter ici).

Nous déplorons que le programme de la Fédération de la Gauche se contente d'envisager « une réduction progressive de la durée du travail en fonction de l'accroissement de la productivité et des autres objectifs du Plan ».

Nous pensons qu'il faut être plus précis et aboutir à des propositions chiffrées, telles que celles contenues dans le contre-plan du P.S.U. qui envisageait une réduction globale de 10 % de la durée du travail en cinq ans (c'est-à-dire de 46 heures par semaine aujourd'hui à 42 heures en moyenne), l'objectif étant naturellement de revenir dès que possible aux quarante heures sans nuire à l'expansion économique.

La Sécurité sociale et le logement

La crise de notre régime général de Sécurité sociale et la pénurie de logements sont actuellement au centre des préoccupations des travailleurs.

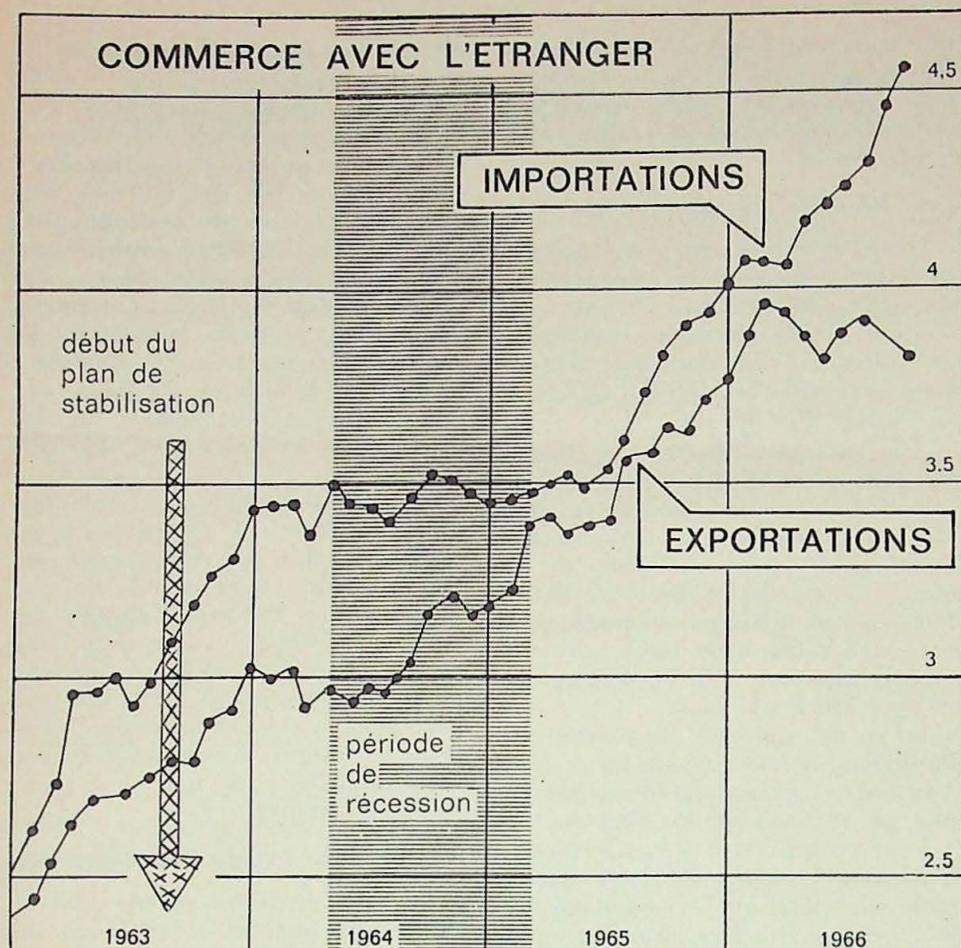
Nous pensons au contraire qu'il est normal que les dépenses de Sécurité sociale augmentent en même temps que la population s'accroît, surtout si l'on veut procéder à la modernisation indispensable de l'équipement hospitalier. Il faut donc trouver de nouvelles recettes par une fiscalisation partielle de celles-ci et en s'orientant vers le déplacement des cotisations.

Quant à la crise du logement, elle est à coup sûr le grand scandale du régime. Ne voit-on pas le nombre des appartements inoccupés — parce que trop chers — alors que beaucoup de familles de condition modeste ne trouvent pas à se loger décemment ? Ne voit-on pas se ralentir également le rythme de la construction ?

La F.G.D.S., pour sa part, préconise « la maîtrise des sols » par les collectivités publiques, tandis que le Parti Communiste se prononce « pour le droit de préemption aux municipalités sur toutes les mutations foncières se produisant dans la commune ». Le P.S.U. estime également que la « municipalisation » des sols urbains doit permettre aux communes d'acquérir des terrains pour la construction à des prix non spéculatifs.

Cependant le problème des terrains n'est pas tout. Il faut dégager des ressources suffisantes pour les logements sociaux en taillant dans les dépenses improductives, militaires ou autres.

Répetons-le : on ne peut tout faire à la fois et satisfaire toutes les catégories de la population ; les possédants et les travailleurs, les privilégiés et les plus défavorisés. Ce n'est qu'en procédant aux choix nécessaires, en se fixant des objectifs prioritaires, que la gauche peut mettre en œuvre une politique vraiment sociale, digne de la confiance populaire.



Le Limousin

Lanterne rouge

Gérard Denecker

Le Limousin, qui est une des plus petites régions économiques de France, s'étend sur 3,1 % de l'espace géographique national. Il comptait au recensement de 1962 732.000 habitants, soit 1,6 % de la population française ; en 1906, ces chiffres s'élevaient respectivement à 977.000 et 2,4 %. Ce phénomène de dépeuplement est encore plus net depuis 1945 : tandis que la remontée démographique de la population française se chiffrait à 6 millions d'habitants en 1962, le Limousin continuait à se dépeupler. Il est d'ailleurs, la seule région qui accuse, à chaque recensement, un déficit de population et pour lequel il est prévu une régression d'ici 1998.

S'il y a un léger déficit des naissances par rapport aux décès, le solde migratoire est négatif puisqu'entre 1954 et 1962, 75.310 immigrants n'ont pas compensé le départ de 81.661 émigrants.

Ce sont surtout les communes rurales qui perdent des ménages (11 % en 8 ans contre 7 % pour la France entière), tandis que les zones urbaines en gagnent 5 % (contre 10 % dans le reste du pays).

Ainsi, la population active subit à la fois un phénomène de vieillissement et de régression :

- vieillissement, car en 1962 11 % des actifs avaient moins de 25 ans et 29 % plus de 55 ans, tandis qu'en France ces pourcentages s'élevaient respectivement à 15,4 % et 21 %.
- régression illustrée par la comparaison entre les effectifs de la population active qui sont tombés en huit ans de 359.000 à 315.000.

Revenus très faibles

S'il y a un pourcentage plus élevé d'actifs, le Limousin se situe au dernier rang des régions françaises en ce qui concerne la création de valeur (avant impôt) par actif. Notre place de lanterne rouge est confirmée par le pourcentage de notre contribution, qui est de 1,4 %, au produit national, pour une population qui s'élève à 1,6 %.

Aussi, le niveau de vie est-il le plus bas de France. En 1962, les entreprises productives de toutes sortes, agricoles, industrielles et commerciales, ont versé des salaires bruts qui s'élèvent à 0,9 % des salaires distribués par les entreprises françaises, alors que les chefs d'entreprises se partagent 1,6 % des bénéfices bruts réalisés en France.

127.000 salariés (soit 1,2 %), vivent de l'économie du Limousin (non compris ceux des administrations qui sont 34.000). Ils se partagent 800 millions de salaires bruts, soit 6.300 F par salaire et par an. Compte tenu des salaires versés par des entreprises non limousines, le salaire net moyen par tête serait de 6.780 F, contre 8.600 pour la France

entière (soit 78 %) et 11.380 pour la région parisienne.

Les entrepreneurs individuels, agriculteurs, artisans, petits commerçants, obtenaient en moyenne un revenu brut de 19.000 F contre un revenu moyen national de 28.100, soit 68 %. Il faut donc constater que les petits producteurs non salariés sont encore plus défavorisés que les salariés du fait du retard de l'économie limousine. Ce phénomène tient aussi au grand nombre de petits agriculteurs et de petits commerçants qui ont à entretenir leur exploitation sur ce revenu brut et dont le revenu disponible ne doit pas être en moyenne beaucoup plus élevé que celui des salariés.

En résumé, le Limousin, avec un revenu moyen par ménage de 16.500 francs (avant amortissement), se place après la Bretagne, le Centre et la Bourgogne, au dernier rang des circonscriptions d'action économique régionale.

Appauvrissement cumulatif

Se fondant sur cette situation et sur les tendances naturelles « spontanées » qu'il ne songe pas à modifier, le V^e Plan ouvre au Limousin des perspectives décourageantes. Il considère que l'exode rural va continuer à un rythme à peine ralenti (-38.000), que le tertiaire déjà assez développé n'ouvrira guère de nouveaux emplois et que l'industrie, mal placée, se développera très prudemment. La conséquence en sera la diminution prévisible de plus de 20.000 emplois en 1970. C'est dire que plus de la moitié des actifs de l'agriculture qui quitteront leurs terres n'ont aucune chance de trouver du travail dans la région (et ceci sans tenir compte des phénomènes migratoires).

Ainsi, en huit ans, la population active diminuerait-elle encore de 6 à 7 %, ce qui met le Limousin tout à fait à part dans l'économie française. La politique gouvernementale prévoit donc purement et simplement la dévitalisation de cette région ; les très modestes perspectives ouvertes au tertiaire et au bâtiment en témoignent : une économie en régression construit peu et ses services s'étiolent...

Nous n'acceptons pas cette vision officielle de la planification, cette politique du laisser-aller imposée par des intérêts économiques et non par l'intérêt général.

Ce triste bilan portant sur la réalité et les intentions ne laisse qu'une chance de survie à cette région, celle qui peut venir d'une prise de conscience et d'un sursaut populaire. Il n'est probablement pas trop tard, mais le temps presse.

A l'occasion de la Rencontre Socialiste de Brive des 21 et 22 janvier 1967, nous publierons une synthèse des propositions de sauvetage de la région.

Echanges extérieurs

Une menace dangereuse pour nos conservateurs

Jean Bouroit

M. Jeanneney a tenu lundi une conférence de presse sans dire un mot de l'emploi. Pourquoi ce silence ?

Dans le dossier d'informations diverses remis sans commentaire aux journalistes, les collaborateurs du ministre des Affaires sociales avaient cependant glissé un modeste tableau : marché du travail au 1^{er} décembre. Or celui-ci montrait, comme tous les mois précédents depuis le printemps, une nouvelle progression du chômage.

Le silence de M. Jeanneney traduit le singulier embarras du gouvernement tout entier. A quelques mois des élections, les gens au pouvoir sont tout de même inquiets de cette augmentation du chômage. La politique économique conservatrice que nous connaissons souhaite sans doute la formation d'un volant de chômeurs pour ralentir les salaires. Le gouvernement aurait préféré que ce volant n'apparût pas trop avant une consultation décisive pour le régime.

Si Jean-Marie Jeanneney n'a pas dit mot lundi de l'emploi, c'est qu'au sein du gouvernement son ami Michel Debré compte aussi parmi les plus embarrassés.

Le ministre de l'Économie et des Finances sait que l'expansion a peu de chances de s'accélérer d'elle-même les prochains mois et de stopper la montée du chômage. Il sait aussi qu'il est probablement déjà trop tard pour qu'une action de relance ait des effets visibles avant le printemps. En outre — et c'est la

contrainte la plus sévère dans laquelle s'est enfermée la politique économique de nos modernes conservateurs — une action de relance, dans les circonstances actuelles, risquerait d'aggraver la détérioration du commerce extérieur.

Or, de ce côté, le clignotant du Plan n'est plus très loin de fonctionner. Le mois dernier, la tendance est restée mauvaise si l'on élimine la part de la saison comme sur le graphique ci-contre. Les exportations sur l'étranger sont restées au niveau déjà atteint au printemps, proche de 4 milliards de francs, tandis que les importations de l'étranger ont passé le cap des 4,5 milliards. C'est toujours le déséquilibre et la tendance n'est pas sur le point de s'améliorer à nouveau. L'un des deux clignotants sensibles que s'est donné le gouvernement — celui du commerce extérieur, l'autre étant celui des prix — risque donc de passer au rouge. Cette perspective freinera puissamment la tentation que pourrait avoir M. Pompidou d'accélérer l'expansion et de stopper la montée du chômage avant les élections.

C'est parce qu'il constatait une montée rapide des importations et qu'il redoutait un plafonnement des exportations qu'en septembre 1963 le gouvernement avait lancé le plan de stabilisation. A cette époque la hausse rapide des prix ajoutait aux inquiétudes. Ce n'est pas le cas cette fois-ci. Plus grave toutefois en 1966 : les perspectives économiques de nos principaux clients qui excluent une rapide reprise de nos ventes.

Elections législatives

Première liste des candidats P.S.U.

ALPES-MARITIMES

2° Nice 4 et 5

WALTER Jean, agent Air-France, secrétaire fédéral.

ARDENNES

3° Sedan

DESSON Guy, ancien député, membre du C.P.N.

ARIEGE

2° Pamiers-Saint-Girons

BARAT Roger, huissier, secrétaire fédéral.

AVEYRON

3° Millau

VIEILLARD Paul, professeur.

BOUCHES-DU-RHONE

9° Aix

DAUMAS Jean, Maire de Saint-Cannat.

CALVADOS

1° Caen

PETITE Jean, professeur, militant syndicaliste.

3° Pont-l'Evêque

BOURDON Robert, professeur.

CHARENTE-MARITIME

1° La Rochelle

BOUSCASSE Marc, président de la Ligue des Droits de l'Homme de La Rochelle.

4° Saintes

DESMOULINS Jacques, conseiller d'Orientalion Professionnelle, secrétaire section.

5° Royan

BOUCHER Michel, Maire de Pisan, secrétaire fédéral.

CHER

1° Bourges

DUCHEREUX Albert, Professeur, Conseiller municipal de Saint-Florent.

CORREZE

2° Brive

DENECKER Gérard, professeur, ancien adjoint au Maire de Brive, secrétaire fédéral.

3° Ussel

KELLERMANN Michel, chirurgien-dentiste.

COTES-DU-NORD

1° Saint-Brieuc

LE FOLL Yves, Maire de Saint-Brieuc, Conseiller Général.

3° Loudéac

PERRAULT Adolphe, directeur de C.E.G., Conseiller municipal de Loudéac.

5° Lannion

JAGORET Pierre, inspecteur Sécurité sociale, Conseiller municipal de Lannion, Conseiller général.

CREUSE

1° Guéret

FERRAND Pierre, docteur, Conseiller général, ancien député.

DORDOGNE

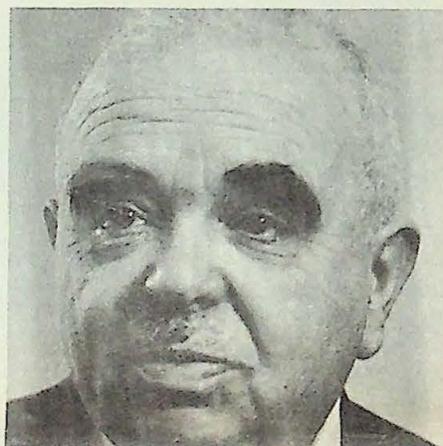
1° Périgueux

VOIRY Maurice, chef-expert des Tabacs, secrétaire général des Œuvres Laïques.

DOUBS

2° Montbéliard

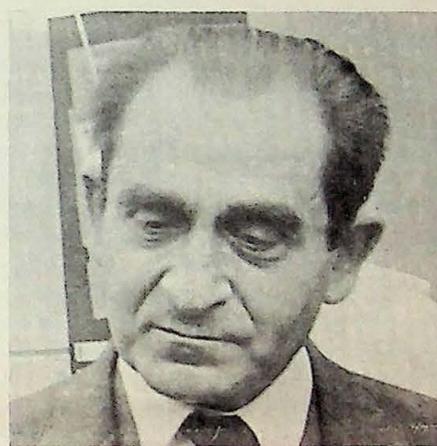
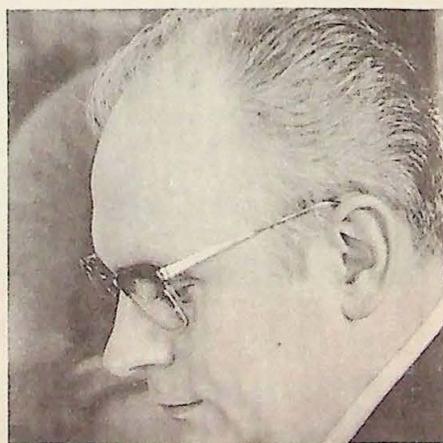
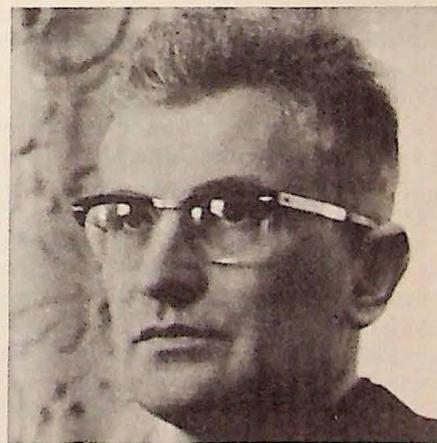
MINAZZI Georges, dessinateur, militant syndicaliste, secrétaire fédéral.

Edouard DEPREUX
Hauts-de-Seine - 12°

DROME

1° Valence-Die

MARTINET Gilles, journaliste, secrétaire national adjoint PSU.

Michel ROCARD
La Celle-St-Cloud 1°Pierre MENDES FRANCE
Isère 2° Grenoble SudGilles MARTINET
Drôme 1°Jean POPEREN
Paris 11° - 12°
Bel-AirHarris PUISAIS
Eure 1° EvreuxClaude BOURDET
Paris 11° - 13°
Maison-Blanche

EURE

1° Evreux

PUISAIS Harris, Conseiller économique, membre du Secrétariat national, directeur de Tribune Socialiste.

3° Louviers

BINOT Jean, professeur honoraire, ancien député.

4° Les Andelys

SIMON Jean-Marie, professeur, secrétaire de section.

FINISTERE

4° Morlaix

PRAT Roger, instituteur, Conseiller général.

GARD

1° Nîmes

COMPERE Jacques, adjoint au Maire de Nîmes, membre du C.P.N.

2° Beaucaire

VIGOUROUX Fernand, Conseiller municipal de Nîmes, secrétaire fédéral.

HAUTE-GARONNE

1° Toulouse-Nord

MARTIN Henri, professeur.

2° Toulouse-Centre

BADIOU Raymond, professeur, ancien député.

3° Toulouse-Sud

MONTARIOL Alexandre, instituteur, secrétaire fédéral et membre du C.P.N.

4° Toulouse-Ouest

AUBAN Achille, Conseiller général, ancien député, ancien ministre.

HERAULT

1° Montpellier 1 et 2

ANTONINI Pierre, professeur, militant syndicaliste.

ISERE

1° Grenoble-Est

HOLLARD Daniel, professeur faculté de médecine, Conseiller municipal de Grenoble.

2° Grenoble-Sud

MENDES FRANCE Pierre, ancien Président du Conseil.

3° Vizille-La Mure

GRAND André, agent technique E.D.F.

6° Vienne 2 Sud

MICOUD Henri, représentant, secrétaire section.

LOIRE

2° Saint-Etienne SE-SO

PIERRE Marcel, professeur, secrétaire fédéral.

3° Saint-Chamond

FRANC Félix, instituteur, militant syndicaliste.

4° Firminy

MEDARD Paul, professeur.

5° Roanne

SALAUD Marcel, employé de tissage, secrétaire de section.

LOIRE-ATLANTIQUE

1° Nantes 1-2-3

MILPIED Maurice, dessinateur, militant syndicaliste, membre du C.P.N.

3° Nantes 4

MALLET Serge, journaliste, membre du Bureau national.

6° Saint-Nazaire

AUBRY Jean, professeur.

(Suite page 10)

Alliance générale de la gauche

Pour une majorité nouvelle

Le Conseil National de notre Parti s'est tenu les 11 et 12 décembre à Levallois-Perret. Un rapport de Gilles Martinet a introduit le débat, qui a été riche en interventions. En concluant les travaux, Edouard Depreux, Secrétaire National, pouvait noter qu'une très large majorité s'était prononcée pour affirmer la présence de notre Parti dans la bataille électorale, tout en poursuivant ses efforts pour que la gauche se présente unie autour d'un programme commun.

Nous publions ici les résolutions du Conseil National, ainsi qu'un rappel des circonscriptions où la gauche court un grand danger si elle ne sait pas se présenter unie dès le 1^{er} tour.

Résolution politique

Le Conseil National du P.S.U. a ratifié une première liste de candidats.

Il a adopté d'autre part un manifeste qui précise le sens de la bataille qu'il entend livrer contre le régime gaulliste sur son propre programme, bataille qu'il situe pour sa part dans la perspective d'une alliance générale de la gauche.

Le P.S.U. a multiplié ses efforts pour parvenir à une telle alliance. Il a proposé la discussion d'un programme commun et lancé l'idée de candidatures uniques de la gauche au premier tour des élections législatives. Cette dernière proposition n'a été retenue ni par la F.G.D.S. ni par le P.C.F. — Celui-ci en revanche a engagé avec le P.S.U. une discussion sur le programme, discussion qui devrait pouvoir aboutir prochainement à une déclaration commune.

La F.G.D.S. n'a pas jusqu'à présent accepté la confrontation sur le programme, en raison notamment de la pression continue des courants centristes qui s'exerce sur elle de l'extérieur et jusque dans ses rangs. Elle a décidé tout récemment cependant d'accepter les propositions de rencontres qui lui avaient été faites par le P.S.U. comme par le P.C.F. — Dans notre esprit les conversations bilatérales qui vont s'ouvrir doivent aboutir à une discussion générale et à une alliance de toute la gauche dès le premier tour ; cette

alliance ne doit pas avoir un caractère simplement tactique et défensif mais se fixer des objectifs précis (1).

Un accord réalisé sur ces bases par les forces de gauche doit s'accompagner d'un engagement de désistements réciproques au 2^e tour, à l'exclusion de toute entente avec les éléments centristes.

Le P.S.U. estime d'autre part que la modification de la loi électorale (exigence des 10 % des inscrits pour le maintien au deuxième tour) devrait amener les formations de gauche à envisager la présentation de candidats uniques dans toutes les circonscriptions où la présence de candidatures multiples risquerait de les éliminer toutes pour le deuxième tour.

Face au gaullisme et autres forces de droite, le P.S.U. s'efforcera d'éviter une trop grande dispersion des voix de gauche.

C'est le sens des conversations qu'il mène actuellement avec la F.G.D.S. : il entend les lier aux discussions politiques engagées en vue d'un accord général de la gauche.

Le P.S.U. est persuadé que si l'ensemble de ces conditions se trouvaient remplies, la bataille contre le gaullisme et le néo-capitalisme s'engagerait avec les meilleures chances de succès. La conviction qu'une solution de rechange de type socialiste est possible se trouverait en effet renforcée dans les masses populaires.

(1) Voir annexe ci-dessous.

- l'amélioration du pouvoir d'achat ;
- la réduction de la durée du travail ;
- le plein-emploi ;
- la priorité au logement social ;
- une démocratisation de l'Enseignement dans son contenu, ses structures et son recrutement ;
- le soutien de l'agriculture de groupe et de la coopération ; et se donnant les moyens de sa réalisation par :
- la nationalisation des secteurs-clé de la vie économique ;
- la nationalisation effective du crédit et le contrôle de l'auto-financement ;

- la réforme de la fiscalité, notamment par création d'un impôt sur le capital ;
 - l'élaboration démocratique d'un plan destiné à remplacer le V^e plan gaulliste ;
 - la municipalisation des sols à bâtir.
- Sur le plan international, la Gauche doit préconiser :
- l'abandon de la force de frappe ;
 - la condamnation de l'agression américaine au Vietnam ;
 - la réalisation d'une Europe démocratique indépendante des deux blocs ;
 - la mise en œuvre d'une politique de solidarité à l'égard des peuples du Tiers-Monde.



Résultats 1962

Notez bien ces 68 circonscriptions

En présence de la nouvelle loi électorale élevant à 10 p. 100 des inscrits (12, 13 ou 14 p. 100 des exprimés suivant le nombre des votants) le seuil pour se maintenir au second tour, la candidature unique de la gauche et la campagne commune est une nécessité absolue et la seule réplique possible.

Dans ces circonscriptions où la Gauche est fortement minoritaire, elle peut par son union provoquer un certain nombre de ballottages et imposer sa présence au second tour. Dans le cas contraire, elle accroît les chances d'un certain nombre de Gaullistes ou de Centristes d'être

élus au premier tour ; elle disparaît en tout cas au second tour.

CALVADOS

5^e Vire, PC 9,66.

FINISTERE

3^e Landerneau : PC 7,7 ; 5^e Landivisiau : PC 4,9, SFIO 7,42. Total 12,32.

GIRONDE

2^e Bordeaux 3,4 : PC 13,9.

C'est la circonscription de Chaban-Delmas qu'une campagne commune de la Gauche pourrait sans doute mettre en ballottage.

Annexe de la résolution politique

Au régime autoritaire et technocratique de la V^e République il faut opposer la perspective d'une profonde transformation des structures de l'Etat et d'une démocratisation de la société, perspective qui comprend notamment :

— le système du contrat de législation ;

— un statut d'indépendance de l'O.R.T.F. et de la Presse ;

- la création d'institutions démocratiques régionales ;
- la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, ce qui implique en premier l'extension des droits syndicaux et l'attribution de pouvoirs réels aux Comités d'Entreprises.

A ce régime qui met les progrès de la science et de la technique au service du grand capital, il faut opposer une politique, ayant pour but :



A la tribune (de g. à d.) : POPEREN - DESSON - DEPREUX - PUISAIS - MARTINET - BEREGOVY - TAVERNIER - BARTHELEMY - LONGEOT - HEURGON.

Le reportage photo du Conseil National a été réalisé par P. Collombert

ILLE-ET-VILAINE

1^{er} Rennes NE : PC 11,10, PSU 11,92. Total 23,02.

La candidature unique pourrait mettre le maire de Rennes Fréville en ballottage et assurer la présence de la Gauche au second tour.

3^{er} Vitré : PC 6,55 ; 4^{er} Redon : PC 6,65, SFIO 4,87. Total 11,52 ; 5^{er} Fougères : PC 6,01, Rad. 8,36. Total 14,37 ; 6^{er} Saint-Malo : PC 12,34, SFIO 9,29. Total 21,63.

Il s'agit de la circonscription du ministre UNR Bourges.

HAUTE-LOIRE

1^{er} Le Puy SE : PC 10,19.

LOIRE-ATLANTIQUE

4^{er} Ancenis : PC 6,2 ; 5^{er} Chateaubriand : PC 6,39 ; 7^{er} Guérande : PC 6,95, SFIO 6,34. Total 13,29 ; 8^{er} Paimbœuf : PC 7,93.

LOZERE

1^{er} Mende : PC 13,1, Rad. 9,95. Total 23,05 ; 2^{er} Marvejols : PC 7,99.

Il s'agit de la circonscription du ministre UNR de Chambrun.

MAINE-ET-LOIRE

2^{er} Angers S : PC 10, SFIO 7,94. Total 17,94.

Il s'agit de la circonscription du ministre Foyer qui peut être mis en ballottage.

3^{er} Saumur NE : PC 12,56, SFIO 8,71. Total 21,27 ; 4^{er} Saumur S : PC 5,83, SFIO 3,9. Total 9,73 ; 5^{er} Cholet : PC 6,57, SFIO 2,87. Total 9,44 ; 6^{er} Angers NO : PC 9,79, SFIO 9,86. Total 19,65.

MANCHE

1^{er} Saint-Lô : PC 5,52, SFIO 7,92. Total 13,44 ; 2^{er} Avranches : PC 6,57 ; 3^{er} Granville : PC 6,73, SFIO 7,31. Total 14,04 ; 4^{er} Valognes : PC 3,81, SFIO 9,01. Total 12,82.

MAYENNE

2^{er} Château-Gontier : PC 6,22, SFIO 7,18. Total 13,40 ; 3^{er} Mayenne : PC 5,48, SFIO 7,14. Total 12,62.

MEURTHE-ET-MOSELLE

2^{er} Nancy O. : PC 12,09, SFIO 8,86, PSU 4,12. Total 25,07.

MORBIHAN

1^{er} Vannes : PC 6,16, SFIO 8,71. Total 14,87 ; 2^{er} Auray : PC 9,9, SFIO 9,96. Total 19,86 ; 3^{er} Pontivy : PC 12,41, SFIO 9,25. Total 21,66.

MOSELLE

2^{er} Metz 3 : PC 9,3 ; 4^{er} Thionville : PC 11,85, SFIO 6,78. Total 17,63 ; 5^{er} Saint-Avold : PC 6,75 ; 6^{er} Forbach : PC 8,85, SFIO 2,09. Total 10,94 ; 7^{er} Sarreguemines : PC 4,36 ; 8^{er} Sarrebourg : PC 2,84.

NORD

12^{er} Bourbourg : PC 8,1, PSU 9,10. Total 17,20.

ORNE

1^{er} Alençon : PC 6,81, SFIO 7,94. Total 14,75 ; 2^{er} Mortagne : PC 7,72, SFIO 4,58. Total 12,30 ; 3^{er} Argentan : PC 10,35, SFIO 12,78. Total 23,13.

BASSES-PYRENEES

1^{er} Pau : PC 9,94, SFIO 11,14, PSU 3,81. Total 23,89 ; 3^{er} Mauléon : PC 4,12, SFIO 13,14. Total 17,26.

BAS-RHIN

1^{er} Strasbourg N : PC 7,77, SFIO 7,9. Total 15,67 ; 2^{er} Strasbourg E : PC 9,45, SFIO 7,99. Total 16,44 ; 3^{er} Strasbourg 3 : PC 11,76, SFIO 7,45. Total 19,21 ; 4^{er} Sélestat : PC 5,17 ; 5^{er} Molsheim : PC 5,84 ; 6^{er} Saverne : PC 4,42 ; 7^{er} Wissembourg : PC 3,68 ; 8^{er} Haguenau : PC 6,33.

HAUT-RHIN

1^{er} Colmar : PC 5,51, SFIO 8,85. Total 14,36 ; 2^{er} Guebwiller : PC 6,98, SFIO 5,60. Total 12,58 ; 3^{er} Thann : PC 4,55, PSU 5,95. Total 10,50 ; 5^{er} Mulhouse 3 : PC 8,81, SFIO 6,30. Total 15,11.

RHONE

9^{er} Tarare : PC 10,89, SFIO 5,09, PSU 6,19. Total 23,17.

PARIS

5^{er} 7^{er} ar. PC 10,4, SFIO 6,25. Total 16,65 ; 6^{er} 8^{er} ar. : PC 9,2, SFIO 7,01. Total 16,31 ; 20^{er} 16^{er} ar. 1 : PC 9,9, SFIO 3,58, PSU 6,3. Total 19,78 ; 21^{er} 16^{er} ar. 2 : PC 9,3, SFIO 9,16. Total 18,46 ; 22^{er} 17^{er} ar. 1 : PC 9,3, SFIO 7,16. Total 16,46 ; 23^{er} 17^{er} ar. 2 : PC 11,8, PSU 7,64. Total 19,44.

DEUX-SEVRES

3^{er} Bressuire : PC 6,56, SFIO 12,17. Total 18,73.

VENDEE

1^{er} La Roche : PC 8,22, SFIO 8,56. Total 16,78 ; 2^{er} Fontenay : PC 12,97, SFIO 13,88. Total 26,85 ; 3^{er} Les Sables : PC 10,87, SFIO 9,73. Total 20,60 ; 4^{er} Les Herbiers : PC 4,05.

VOSGES

3^{er} Remiremont : PC 9,61, PSU 7,19. Total 16,80.

Manifeste

Une grande bataille politique s'engage, qui décidera pour plusieurs années, de l'avenir du peuple français. Dans cette bataille, le Parti Socialiste Unifié exprime et défend les intérêts des travailleurs, afin qu'ils puissent bénéficier des transformations de la société française.

La France connaît, comme dans les autres pays industriels, une prodigieuse mutation technique qui pourrait permettre la suppression de la misère, l'accès de tous à l'enseignement, la diminution de la durée du temps de travail. Nous croyons que le progrès technique doit rendre les hommes plus heureux, plus conscients, plus libres.

A la recherche du profit immédiat, la concentration industrielle crée des zones déshéritées dont les habitants n'ont d'autre perspective que la stagnation dans la médiocrité et l'insécurité de l'emploi, ou l'exode vers les grandes villes. Dans celles-ci au contraire, la trop grande concentration paralyse la vie économique, tandis que tout autour s'alignent d'interminables cités sans vie dont l'éloignement des centres de production oblige les travailleurs à de longs déplacements journaliers.

Parallèlement à cette concentration économique, nous assistons partout à un renforcement des structures autoritaires : dans le domaine proprement politique, dans celui de l'administration locale, de la gestion des entreprises, dans l'université, les possibilités de l'expression libre de choix de l'homme se rétrécissent.

Le choix de la société française et européenne dans les quinze années à venir est entre cette société néo-capitaliste de consommation forcée et orientée à structures autoritaires, et une société industrielle dans laquelle les développements de la science et de la technique seront mis au service des hommes pour les libérer non seulement de la faim et de la peur, mais aussi des contraintes du travail forcé et de l'enrégimentement bureaucratique.

C'est parce que le gaullisme, dans ses options économiques comme dans ses choix institutionnels tourne le dos à cette société, que la gauche doit le combattre et revendiquer le pouvoir, non pour restaurer un passé révolu ni pour aménager la société

néo-capitaliste, mais pour proposer un autre modèle de civilisation.

Nombre de citoyens aujourd'hui encore ralliés au gaullisme ou attachés aux formations centristes peuvent être gagnés à une majorité de gauche. Cette progression de la gauche n'est possible que si elle ouvre des perspectives réelles de changement : la gauche attirera à elle les masses flottantes lorsqu'elle proposera un changement de régime et non un simple changement d'équipe.

Il s'agit d'imposer une nouvelle répartition du pouvoir économique et politique favorable aux travailleurs. Cette solution doit s'inscrire dans l'évolution de la société française : elle doit garantir le maintien et le développement de l'expansion économique ; elle doit assurer la stabilité politique ; elle doit assurer l'indépendance à l'égard de l'hégémonie américaine et promouvoir la construction d'une Europe élargie, désengagée des blocs militaires et solidaire des mouvements d'indépendance du tiers monde.

Ceci implique la formation d'une majorité nouvelle et la définition d'un programme. Majorité nouvelle qui comprendra toutes les forces politiques de gauche ainsi que les forces syndicales et sociales qui luttent contre la domination du grand capital. Programme qui permettra d'élargir les frontières de l'actuel électorat de gauche à des millions de travailleurs salariés, de cadres et de techniciens, d'agriculteurs, de jeunes dont les intérêts matériels et moraux entrent en conflit avec les structures néo-capitalistes.

L'obstacle principal à la réalisation de ce programme, c'est le régime gaulliste. Il faut l'abattre à tout prix.

Le moyen le plus sûr de l'abattre, c'est l'unité des travailleurs. Rien ne doit l'empêcher. Le P.S.U. a tout fait et fera tout pour y parvenir. Il a toujours su lier les propositions concrètes à une perspective d'avenir. Il a toujours su lier la lutte pour l'unité avec la lutte pour le renouvellement du mouvement socialiste.

Cette lutte n'a pas seulement pour but de renverser le régime gaulliste, mais d'ouvrir une large voie à la transformation de la société française, au socialisme.

MARNE

- 2° Reims 2 et 4
VANCRAYENEST Jean, artisan tisserand.

HAUTE-MARNE

- 1° Chaumont-Langres
WEIDMANN Bernard, instituteur, membre du bureau fédéral.

MEURTHE-ET-MOSELLE

- 1° Nancy-Nord
LALLEMAND Jean, professeur, secrétaire de section.

MOSELLE

- 3° Hayange
MADELAINE Victor, ajusteur, militant syndicaliste.

NORD

- 1° Lille Centre-Ouest
LEBLEU Armand, inspecteur de l'Enseignement Technique, secrétaire de section.
2° Lille Sud et Sud-Ouest
FAIVRE Jean-Marie, professeur, membre du C.P.N.

PAS-DE-CALAIS

- 7° Calais
CHIFFLARD Albert, cheminot, secrétaire de section.

RHONE

- 1° Lyon 1 et 12
SIMON Pierre, médecin.
2° Lyon 2, 5 et 6
DEPARDON Elie, magasinier, militant syndicaliste, membre du bureau fédéral.
3° Lyon 3 et 4
GERBE Suzanne, professeur, membre du bureau fédéral.
4° Lyon 7, 8 et 11
TOULLIER Charles, ouvrier, militant syndicaliste.
7° Saint-Genis-Laval
BARTHELEMY André, professeur, secrétaire fédéral, membre du C.P.N.
9° Tarare
CHEVALLIER Roger, instituteur, adjoint au Maire de Souzy.

HAUTE-SAVOIE

- 1° Annecy
MANNEVILLE Pierre, professeur, Conseiller municipal de Cran.

SEINE-MARITIME

- 1° Rouen 2, 4 et 5
DUBREUIL Robert, professeur, secrétaire de section.
3° Sotteville
BEREGOVOY Michel, cheminot, secrétaire fédéral, membre du C.P.N.
5° Fécamp
ROUSSEL Pierre, instituteur, Conseiller municipal de Bolbec.
6° Le Havre 1, 2, 5 et 6
POINTIER Louis, secrétaire de section, adjoint au Maire du Havre.

SOMME

- 2° Montdidier
ETIENNE François, géomètre, Conseiller municipal de Montdidier.

PARIS

- 2° - 2° et 3° arr.
WEILL David, avocat, Conseiller municipal de Paris et Conseiller général de la Seine.

3° - 5° arr.

VERDIER Robert, professeur, ancien député.

8° - 10° arr.

NOULE Roger, chef de service à l'A.F.P., membre du C.P.N.



Guy DESSON
Ardennes 3° Sedan

9° - 11° Folie-Méricourt

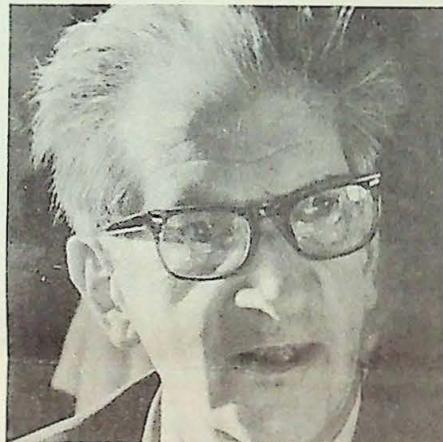
SAREMBAUD Raymond, dessinateur, secrétaire de section.

10° - 11° Roquette

JOUFFA Yves, avocat.



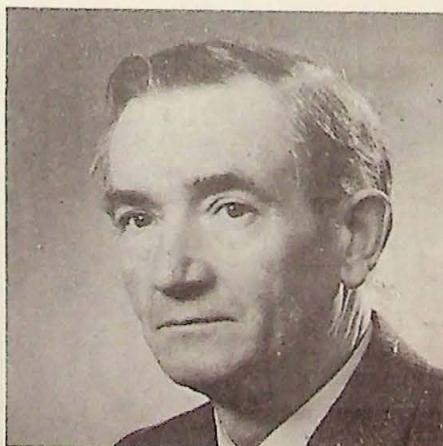
André BARTHELEMY
Rhône 7° St-Genis-Laval



Pierre STIBBE
Hauts-de-Seine 3°
Colombes



Alexandre MONTARIOL
Haute-Garonne
3° Toulouse Sud



Yves LE FOLL
Côtes-du-Nord 1° St-Brieuc



Gérard DENECKER
Corrèze 2° Brive



Jacques COMPERE
Gard 1° Nîmes



Serge MALLET
Loire-Atlantique 3°
Nantes 4°

11° - 12° Bel Air

POPEREN Jean, assistant à la Sorbonne, membre du bureau national.

14° - 13° Maison-Blanche

BOURDET Claude, journaliste, membre du bureau national.

15° - 14° Montparnasse

CHAPUIS Robert, professeur.

20° - 16° Auteuil

AUDRY Colette, écrivain.

24° - 17° Epinette

NARDIN Pierre, membre du bureau fédéral.

25° - 18° Grandes Carrières

LAUBREAUX Philippe, secrétaire fédéral.

28° - 19° Combat

MARCHI Pierre, employé E.D.F., membre du C.P.N.

31° - 20° Père-Lachaise

RAYNAUD Jacques, journaliste.

HAUTS-DE-SEINE

3° Colombes

STIBBE Pierre, avocat, membre du bureau national.

4° Clichy-Levallois

PICANT Jean, artisan peintre, Conseiller municipal de Levallois.

5° Courbevoie

PIGOT Daniel, consultant, membre de la C.E. fédérale.

7° Nanterre-Suresnes

FREVAQUE Bernard, employé.

11° Issy-les-Moulineaux

DAUPHIN Roger, journaliste.

12° Sceaux

DEPREUX Edouard, ancien député, ancien ministre, secrétaire national du P.S.U.

SEINE-SAINT-DENIS

4° Bobigny-Le Bourget

SOCHON André, représentant, secrétaire de section.

7° Montreuil-Rosny

BRIDIER Manuel, chargé de mission.

VAL-DE-MARNE

1° Arcueil-Villejuif

LECLERC Henri, avocat, membre du bureau fédéral.

3° Ivry-Vitry

MALEK Serge, courtier d'assurances.

YVELINES

3° Meulan

FRACHON Daniel, chef de service.

4° La Celle-Saint-Cloud

ROCARD Michel, inspecteur des Finances, membre du Secrétariat national.

7° Mantes

NERY Claude, directeur société H.L.M., membre du C.P.N.

8° Rambouillet

FARJON Christian, membre C.E. fédérale.

VAL-D'OISE

4° Montmorency

LEROY Roger, médecin, Conseiller municipal d'Eaubonne.

ESSONNES

1° Draveil

BOUYNE Jean-Claude, journaliste.

3° Massy-Longjumeau

HERTZOG André, fonctionnaire.

Conflit israélo-arabe

Un point de vue arabe

Aly El Samman

Dans le numéro 304 de T.S., nous avons publié une première Tribune Libre consacrée au conflit israélo-arabe, signée du vice-président de « l'Union des Etudiants de France ».

Nous donnons aujourd'hui la parole à un point de vue assez différent de celui de M. Antebi. Il s'agit de M. Aly El Samman, journaliste égyptien, bien connu des « spécialistes » français des questions du Moyen-Orient. Nul doute que les propos de notre invité heurteront plus d'un de nos lecteurs. La recherche du dialogue n'est-elle pas à ce prix ! S'il y a conflit c'est que les points de vue sont profondément antagonistes, il convient donc de ne pas s'étonner des positions des uns et des autres. On estimera réciproquement que M. El Samman a de son côté accompli un pas en direction de l'échange. On ne saurait trop se féliciter de ces gestes, d'autant que certaines choses avancées doivent être entendues de militants français souhaitant disposer d'un dossier objectif.

J e n'ai pas l'intention dans cet article de laisser le lecteur se noyer dans les détails concernant les incidents israélo-arabes, syriens ni israélo-jordanais, afin de savoir qui a raison et qui a tort.

Cet article n'a pour prétention que d'être une tentative modeste visant à dégager ce que nous pouvons appeler le « constant » du conflit israélo-arabe, avant de confronter ce « constant » avec les impératifs stratégiques signalés ci-dessus.

La constance d'une accusation

— Qu'il s'agisse de l'incident de Kibia en Jordanie en 1953, de l'attaque contre Gaza ou du massacre de Tibériade en 1965, sans parler de Suez et des derniers incidents, le premier « constant » est la persévérance des représailles dont Israël a seul le monopole.

— Ce qui nous amène au deuxième « constant » : représailles contre quoi ? Contre l'action des commandos arabes irréguliers, ceux que certaine presse appelle quelquefois « feddayin ».

Jamais l'Etat égyptien ou syrien n'a pris au niveau de l'Etat, l'initiative de provoquer l'incident, tandis que Israël, pour répondre à l'action individuelle des commandos, déploie son armée régulière, déclenchant des représailles contre des villages arabes dont aucun comité international ou d'armistice n'a jamais établi la preuve de la complicité de leurs habitants avec les commandos.

— C'est Israël, à six reprises (1), qui a été reconnu coupable par le Conseil de Sécurité, alors que jamais un seul Etat arabe n'a été condamné par le Conseil de Sécurité pour une attaque de ses armées en territoire israélien.

Or pendant quinze ans, une certaine grande presse n'a jamais changé sa façon d'interpréter ces incidents et ces représailles.

Il n'est jamais venu à l'esprit de personne de se demander : est-il impossible qu'un « commando palestinien » parte tout seul exécuter ses actes de sabotage sur un territoire

usurpé dont il est resté, pendant treize siècles continus, comme « l'autochtone » ? Il faut être sur le terrain pour cesser de s'étonner, contemplant quotidiennement du haut des collines frontalières « une patrie » qui n'est ni philosophique... ni utopique, puisqu'elle est physiquement à portée de vue.

La réalité palestinienne

Hors, derrière un écran de superficialité ou de fausses nouvelles, une réalité a pris corps : c'est l'organisation de la vie nationale de la communauté palestinienne. Petit à petit, « l'Organisation de Libération de la Palestine » a commencé à consolider ses assises ; son Conseil exécutif et son Assemblée générale ont pris des contacts avec la base pour recruter et former des cadres politiques et militants. Malgré tous les conflits internes qui peuvent miner de temps à autre la force de l'Organisation, elle a pu, à maintes reprises tenir tête à plusieurs Etats arabes pour soutenir ses vues sur le problème palestinien. A travers ce travail d'organisation, les observateurs au Liban ont découvert qu'il existe des têtes pensantes, comme Chafij El Hout connu pour ses tendances progressistes.

Une autre manifestation de la vitalité de la personnalité palestinienne apparaît dans la naissance de deux organismes dont l'un est le centre de Recherches palestinien à Beyrouth, ayant à sa tête deux écrivains estimés de l'Amérique et du monde anglo-saxon : le docteur Anisse Favez Saher notamment. Chacun, auteur d'une dizaine d'ouvrages sur la vie et le problème palestinien et le conflit israélo-arabe, paru en anglais et en arabe.

Un autre institut « The Institute for Palestine studies » dirigé par M. Sami Hadawy, qui a publié de nombreux documents et études, excellents instruments de travail (et le dynamisme de deux jeunes intellectuels palestiniens, Dr Monzer Anabtawy et M. Bourahar. Dajani, fait merveille).

D'autre part, un hebdomadaire qui



Les victimes et les coupables sont partout.

A.F.P.

s'appelle « La Palestine » paraît régulièrement pour commenter et analyser la vie et l'avenir de la communauté palestinienne (son rédacteur en chef est un romancier connu, Ghassane Kanafaani).

A côté de tout cela, et pour cause, un embryon de force armée, la manifestation naturelle d'une société visant à atteindre deux objectifs simples : vivre et se défendre.

Tous ces détails, si j'ai tenu à les mentionner, c'est pour démontrer les manifestations et l'affirmation de la personnalité palestinienne : il s'agit d'une nation qui cherche à s'organiser et qui se prépare déjà un futur Etat palestinien.

Une triple question à la gauche française

Face à tout cela, on joue avec les mots. Statu quo, paix.

Hors un statu quo qui perpétue une injustice, un statu quo contesté quotidiennement par les ayants droit n'est nullement, comme on veut le prétendre la solution du conflit israélo-arabe.

C'est justement ce même statu quo qui est à la base de tous les incidents, représailles, alliances militaires et même des coups d'état.

On joue également avec les mots en laissant croire que toucher au statu quo doit aboutir fatalement à jeter les juifs à la mer.

C'est Israël qui a créé le statu quo et c'est à son peuple qu'il revient de le changer pour réparer l'injustice contre le peuple palestinien.

Dans plusieurs conférences au sommet arabes, nombre d'hommes d'état responsables, ont déclaré qu'ils ne prendraient pas l'initiative de déclarer la guerre à Israël sauf si Israël prenait l'initiative de la guerre ou si la preuve matérielle était faite

qu'Israël risque d'utiliser la menace des armes nucléaires. Aucune force ne peut obliger les dirigeants arabes à signer une paix avant que justice ne soit rendue au peuple palestinien.

(1) 18 mai 1951, 24 novembre 1953, 28 mars 1955, 19 janvier 1956, 9 avril 1962, novembre 1966.

N.D.L.R. — Il reste que le 5 novembre 1966, au « Conseil de Sécurité », n'eût été le veto de l'U.R.S.S., une résolution invitait « Le Gouvernement Syrien à renforcer les mesures prises par lui pour prévenir les incidents qui constituent une violation de la convention d'amnistie générale ».

C'est ce même statu quo également, créé par Israël, qui a aligné le gouvernement de Tel-Aviv sur Washington contre l'admission de la Chine aux Nations-Unies. Sur Londres pour défendre l'Afrique du Sud. Sur Paris — à une époque révolue — contre l'indépendance algérienne. Ce sont les cadeaux ou les concessions à offrir aux protecteurs du statu quo, Ce qui est par contre dramatique, pour nous intellectuels arabes, ce sont les difficultés du dialogue avec nos camarades de la gauche française à propos du conflit israélo-arabe.

Ces hommes sont habitués à prendre, à juste titre, la défense d'un peuple qui a trop souffert à travers l'histoire, des doctrines européennes racistes et réactionnaires. Défendre les juifs, pendant la seconde guerre mondiale et la période qui l'a suivie, a été un des critères importants qui a défini l'homme libre en occident.

Mais le moment n'est-il pas venu pour que nos camarades de la gauche française reposent la question en termes nouveaux se basant sur trois facteurs importants :

1 - La défense du Juif dans le monde ne nous empêche pas et ne doit pas nous empêcher de regarder objectivement les agressions de la politique sioniste qui a déjà un bilan lourd depuis Deir Yacine, jusqu'à la dernière agression contre la Jordanie sans oublier Gaza ou Suez.

2 - Le monde arabe, malgré l'action des forces rétrogrades, se place aujourd'hui au sein de ce que nous

pouvons appeler la stratégie mondiale de la paix, et paie de ses propres forces, le prix de la libération totale de l'Afrique et du Moyen-Orient.

3 - Le fait que beaucoup de jeunes arabes se solidarisent de plus en plus des manifestations individuelles ou collectives qui visent à protester ou à neutraliser les tendances racistes et antisémites en Europe.

Londres-Salisbury

Une crise artificielle

Virgilio de LEMOS

Au préalable, il nous semble important de rappeler que l'U.D.I. "Déclaration Unilatérale d'Indépendance" a été proclamée par le Front Rhodésien le 11 novembre 1965. La décision du gouvernement blanc minoritaire (d'origine anglaise) de Ian Smith a été contraire aux vœux exprimés par les pays africains du Commonwealth et par le gouvernement britannique. Celui-ci envisageait plutôt un gouvernement parlementaire, où la majorité africaine aurait été représentée.

Jusqu'ici la bataille est sous le contrôle du gouvernement de Ian Smith. Où sont les promesses de M. Wilson en janvier 1966 faites à Lagos (conférence du Commonwealth) aux pays africains, de "mater" la rébellion rhodésienne par des sanctions économiques au bout de quelques semaines. Les sanctions économiques et le blocus ont échoué comme on s'y attendait.

Sur le « Tiger »

La dernière rencontre Wilson-Smith à bord du croiseur britannique "H.S. Tiger" permet de conclure que les positions défendues par les deux intéressés sont "irréductibles".

M. Wilson a proposé à M. Smith un compromis reposant sur les "six principes" suivants :

a) Le principe du transfert progressif et sans entrave du pouvoir à la majorité de la population, inscrit dans la Constitution rhodésienne de 1961, devra être sauvegardé et assuré.

b) Des garanties devront être données par la Rhodésie aux termes desquelles la Constitution ne sera pas révisée avant l'indépendance.

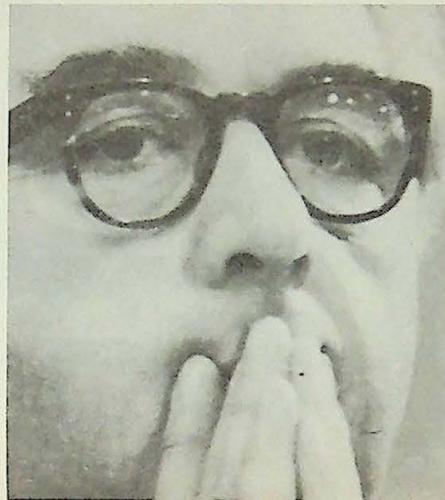
c) Le statut politique de la population africaine devra être amélioré immédiatement.

d) Des mesures devront être prises en vue de mettre fin à la discrimination raciale.

e) Le gouvernement britannique devra être convaincu que tout accord prévoyant l'octroi de l'indépendance est acceptable par l'ensemble de la population rhodésienne.

f) Des garanties devront être données en vue de protéger la majorité de la population contre toute oppression par la minorité et vice-versa.

Les résultats de cette rencontre sont connus : Salisbury a répondu "non" aux six principes.



Il y croit mais il est le seul. A.F.P.

Du côté de M. Wilson, on vise à démontrer que la Grande-Bretagne essaie toutes les pressions sur la Rhodésie pour la convaincre de réintégrer la légalité constitutionnelle.

D'autre part M. Wilson essaie de démontrer aux pays africains du Commonwealth qu'il a tout tenté pour aboutir à une solution négociée du problème.

Cependant, même en admettant, une réponse positive de Ian Smith aux "six principes" de M. Wilson, on reste très sceptique quant à l'intérêt réel et à la possibilité pratique de créer un climat politique nouveau, ce qui sous-entendrait une consultation "démocratique" de l'ensemble de la population rhodésienne.

Sanctions obligatoires mais sélectives

Suite à l'échec de la rencontre Wilson-Smith, la Grande-Bretagne a envoyé M. Georges Brown, son ministre des Affaires étrangères au conseil de sécurité afin de proposer des sanctions obligatoires... mais sélectives contre la Rhodésie. Mais on constate que tous les produits mentionnés, comme le tabac, sucre, cuivre, chrome, viande, cuirs, etc., figuraient déjà sur la liste proposée par la Grande-Bretagne, juste après l'U.D.I. en novembre 1965.

Les résultats pratiques de ces sanctions, il est vrai seulement proposées par Londres, ont été timides. De même pour l'embargo pétrolier à cela plusieurs raisons : l'aide ouverte apportée par les gouvernements de l'Afrique du Sud et du Portugal, et également par des pays comme l'Allemagne Fédérale, le Japon, la

Suède, les U.S.A. et la France, qui directement ou indirectement, n'ont pas respecté les sanctions.

En réalité, le problème n'est pas celui de l'appui et de l'approbation des sanctions obligatoires et sélectives, fut-ce pour le pétrole, mais de reconnaître l'inefficacité pratique de ces sanctions.

Une preuve de plus s'il en fallait, serait fournie par le développement accru des rapports commerciaux entre l'Allemagne Fédérale, les U.S.A., le Japon, la Suède, et la Rhodésie après le mois de novembre 1965.

D'autre part, M. George Brown a bien souligné à l'O.N.U. que son gouvernement n'envisageait pas une intervention militaire pour régler l'affaire rhodésienne.

Smith a l'or sud-africain pour lui

Ian Smith et le gouvernement rhodésien n'ont pas de raisons de craindre l'efficacité des sanctions économiques, ni l'hypothétique emploi de la force par la Grande-Bretagne. Plus d'une année d'expérience a démontré, qu'ils "tenaient" la Grande-Bretagne, Ian Smith est certain de l'intérêt que porte le capital international au maintien du *statu quo* économique, dans l'ensemble de l'Afrique Australe. Il sait que la "maladie" financière de la Grande-Bretagne l'empêche de poursuivre assidûment l'application des sanctions qu'elle-même a proposée en 1965, et de songer à l'étendre à l'Afrique du Sud et aux colonies portugaises. Il sait aussi que l'acheminement du cuivre, du Katanga et de Zambie particulièrement destiné à la Grande-Bretagne, aux U.S.A. et à l'Allemagne Fédérale dépend de l'utilisation des chemins de fer rhodésiens et "portugais".

Pour ce qui concerne la réaction des pays africains, appartenant ou non au Commonwealth, Ian Smith n'ignore pas qu'ils cherchent à convaincre Wilson d'employer la force à leur place parce qu'eux-mêmes sont impuissants et ne sauraient envisager une intervention militaire effective.

La réaction à l'intérieur de la Rhodésie

Malgré le manque d'informations exactes sur les réactions provoquées à l'intérieur du pays, par l'échec de la rencontre Smith-Wilson, on croit savoir que d'une façon générale, la population blanche reproche à M. Smith sa "modération", suivant en ceci l'attitude de l'aile "extrémiste" du front rhodésien. Quant aux quatre millions d'habitants qui représentent la majorité africaine, il semble qu'elle reste à l'écart de l'affaire, la censure s'y emploie, exception faite d'un nombre très limité de fantômes africains présents au parlement mais qui n'ose évidemment pas s'exprimer.

D'autre part, l'on apprend que sur des conseils pressants du gouvernement d'Afrique du Sud, Ian Smith envisagerait d'introduire dans la "constitution illégale" rhodésienne, et sous la forme d'amendements, les "six principes" de la Grande-Breta-

gne. Cette attitude pourrait provoquer une rupture au sein même du "Rhodésien Front" mais permettrait une éventuelle reprise des négociations Salisbury-Londres, souhaitée par l'Afrique du Sud, inquiète elle-même des décisions éventuelles du Conseil de Sécurité.

Condamnation de la politique de M. Wilson

La rupture entre le Labour Party et le parti Conservateur est qualifiée à Londres de scission plutôt artificielle. Si les débats parlementaires ont atteint parfois un ton orageux, les observateurs ont pu remarquer que l'indignation était toujours calculée, qu'il s'agisse des dirigeants du gouvernement ou de ceux de l'opposition. Tous sont conscients de leurs responsabilités dans l'évolution de "l'affaire".

Au-delà des difficultés économiques, tous n'ont nulle envie d'user de la force contre l'illégal I. Smith.

Chacun reconnaît que les investissements britanniques en Rhodésie sont mieux protégés par un gouvernement blanc, et que l'avenir de la Rhodésie sous un gouvernement rhodésien d'origine anglaise représente une garantie à l'encontre de toute infiltration "révolutionnaire" dans le bloc Austral.

Pour toutes ces raisons, on ne peut que condamner la politique de la Grande-Bretagne qui n'a jamais envisagé de défendre les intérêts de la majorité africaine.

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique

Harris Puisais

Directeurs adjoints

Gérard Constant

Christian Guerche

Rédacteur en chef

Eric Bergaire

Maquette

Claude Picart

Administration :

54, Boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF, 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Publicité littéraire :

71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :

C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F

Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :

Roger Cerat

MORIAME - PARIS 1966

Espagne

Vers quelle transition ?

Christian Guerche

A l'heure où ces lignes paraîtront les bureaux de vote espagnols seront ouverts. L'intérêt de ce scrutin ne vient pas de la réponse qui lui sera donnée, mais du nombre d'espagnols qui participeront au scrutin.

A supposer que le dépouillement des votes soit honnête, ce qui est loin d'être acquis, l'affrontement entre le pouvoir franquiste et les oppositions se traduira en effet par le nombre de votants.

Le gouvernement a mené une campagne insensée en faveur du oui. Toute l'opposition a donné une consigne d'abstention, sans pouvoir pour autant développer sa campagne. Les derniers jours on a même vu un certain nombre d'arrestations d'opposants dont le seul crime était de distribuer des tracts ou de faire des inscriptions invitant les espagnols à ne pas participer à la farce des élections.

Quelques manifestations ont pu être organisées, elles ont été sévèrement réprimées. Reste à connaître le résultat de l'application de la consigne. D'autant moins prévisible que le vote en Espagne est obligatoire, et que l'abstention sera sanctionnée par des retenues de salaires non négligeables.

Mais quel que soit le résultat, les milieux officiels ne peuvent plus

cachez le malaise qui gagne toute l'Espagne, jusqu'aux personnalités les plus proches du Pardo. Trente ans après le début de la guerre civile, le répugnant vieillard qui se trouve encore à la tête de l'Espagne, risque pour la première fois, d'avoir mécontenté tout le monde. Pourquoi ?

Un référendum mutilé

En vérité, le schéma de départ était différent. Nous l'avons déjà dit ici, un certain nombre de milieux proches de la démocratie chrétienne, pensent que l'heure est venue de libéraliser quelque peu le régime, et de répondre à un certain nombre de démarches de l'opinion intérieure, comme de l'opinion internationale.

Cette démocratisation permettrait à la fois de canaliser l'opposition populaire qui vient de se manifester avec éclat au travers des Commissions ouvrières et de l'opposition syndicale, et de satisfaire aux exigences formulées à Bruxelles, au cours de multiples négociations par la Commission de la CEE, pour faciliter l'entrée ou l'Association de l'Espagne au Marché Commun.

La pression dans ce sens était devenue très forte, et Franco a feint pendant un temps de vouloir satis-



A la vraie limite A.D.N.P. (Lamy)

Cette décision a déçu tous ceux qui attendaient une ouverture, sans surprendre ceux qui ne se sont jamais fait d'illusions. D'où les déclarations de toute l'opposition des monarchistes aux communistes et la consigne d'abstention.

Mais fait nouveau et d'importance, l'Eglise Espagnole, contrairement à tout ce qu'elle a fait dans le passé, et se démarquant de plus en plus d'un pouvoir qu'elle a beaucoup soutenu, et dont elle a aussi beaucoup profité, a laissé ses fidèles « voter en leur âme et conscience, en s'inspirant de l'Esprit du Concile ».

L'Eglise : liberté de vote

Cette position prévisible pour ceux qui suivent de près l'évolution des milieux catholiques espagnols, marque un tournant. L'opposition aux structures du régime, et à son idéologie, trouvent ici un appui inespéré. En même temps que se négocie dans le secret des cabinets, la formation d'un vaste parti démocrate chrétien.

Quelle en sera la réalité, et de quels appuis jouira-t-elle ? Il est difficile de répondre pour l'heure. D'autant plus qu'avec cette évolution on enregistre la rentrée sur la scène politique d'un certain nombre de formations traditionnelles, qui veulent retrouver quelque vitalité.

Le problème de l'après-franquisme est donc maintenant bien posé. Il n'est pas sûr que la gauche espagnole n'ait pas déjà perdu trop de temps. La transition qui s'instaure risque de lui être une fois encore défavorable.

La Vie militante

A NOS LECTEURS

C'est par dizaines que nous recevons des lettres, depuis la parution du premier numéro de la nouvelle formule de TS.

La plupart sont pleines d'encouragements. Quelques-unes plus critiques. D'autres enfin sévères. Toutes nous sont utiles.

Nous vous demandons de continuer, notre souci étant d'étendre le nombre de nos lecteurs, et le dialogue avec eux. Nous savons l'expérience qu'un journal ne se renforce que dans la mesure où il sait entretenir un dialogue avec ses lecteurs.

Dans les semaines à venir, nous essaierons de répondre par des enquêtes, des articles autorisés de nouvelles signatures, de répondre à l'essentiel de vos préoccupations.

Plus tard, et espérons pas trop tard, viendront des pages nouvelles, et des rubriques plus variées.

Mais pour cela il nous faut gagner de nouveaux abonnés et de nouveaux lecteurs. Que chacun d'entre vous abonne une personne, et la partie est non seulement gagnée, mais nous pourrions encore l'améliorer inévitablement.

Nous comptons sur vous.

Comité d'Initiatives de Grenoble

Le cahier contenant le compte rendu des débats de la Rencontre Socialiste de Grenoble est paru : Prix 6 F.

Rappel :

- Rapports préparatoires : 5 F.
- « Décolonisons la Province » : 5 F

Commandes à Mme Geneviève Leprieur,
187, rue du Faubourg-Poissonnière
Paris (9^e)
C.C. 17983.18 Paris

CELA EST POSSIBLE

Les sections de Saint-Claude, Morez et Saint-Laurent-du-Jura (Jura) donnent l'exemple. En une semaine elles ont collecté 33 abonnements.

Campagne de diffusion de TS

Commande de tracts : (1 centime l'unité) tracts

Commande de bandeaux (4 centimes l'unité) bandeaux

Commande de n° (à 0,55 F l'unité) journaux

Abonnements :

- 1 an : 30 francs.
- 6 mois : 16 francs.
- 3 mois : 8 francs.

Nom :

Adresse :

Nom :

Adresse :

Nom :

Adresse :

De la part de :

Nom :

Adresse :

Ci-joint règlement :

- Chèque bancaire ;
- C.C.P. (5826-65 Paris).

Livres

De Staline à Mao

J.-M. Vincent

Sous le titre « la grande controverse sino-soviétique » (1) Jean Baby qui fut longtemps un des spécialistes d'économie du P.C.F. vient d'écrire un livre pour la défense et l'illustration de la politique du parti communiste chinois.

On sent très bien ce qui a poussé l'auteur, d'une part un attachement profond au marxisme, d'autre part les déceptions causées par l'enlèvement du parti communiste français dans l'opportuniste depuis des décennies. Le livre est donc le travail d'un partisan et d'un militant et non celui d'un observateur détaché. Jean Baby condamne et pourfend avec beaucoup de vigueur l'adversaire, le révisionniste, qu'il soit soviétique ou français. Pourtant le lecteur n'a pas devant lui un ouvrage qui renonce à l'analyse, à l'examen des questions au profit des tirades vengeresses. A partir des textes officiels, chinois et soviétiques, Jean Baby essaie de donner une idée des causes du grand schisme d'aujourd'hui.

Une critique de la politique internationale de l'U.R.S.S.

De longs passages sont en particulier consacrés à la politique internationale de l'U.R.S.S. post-stalinienne, dominée par la recherche permanente d'un modus vivendi avec la principale puissance capitaliste, les États-Unis. Jean Baby n'a pas de peine à montrer — il peut d'ailleurs appeler à la rescousse de nombreux observateurs bourgeois — que dans cette recherche de la coexistence pacifique et de la détente, l'U.R.S.S. ne s'est guère montrée soucieuse des intérêts du mouvement révolutionnaire international et même des pays qui ont quitté l'orbite capitaliste. La Chine qui croyait pouvoir compter sur l'aide soviétique pour édifier son industrie nucléaire et brûler les étapes dans son développement économique s'est très vite heurtée à cette absence de scrupules, voire un peu plus tard à un véritable chantage économique (rappel des techniciens soviétiques en 1960). Jean Baby rappelle également que l'Inde bourgeoise de Néhru a bénéficié d'une plus grande bienveillance que la Chine de la part de l'Union soviétique lors du conflit frontalier sino-indien.

Encore plus grave aux yeux de Jean Baby est l'attitude prise par l'Union soviétique dans le conflit du Viet-nam. Conformément aux analyses chinoises il pense que les dirigeants soviétiques n'ont qu'une pensée en tête : faire cesser un conflit qui met en question leur politique internationale et rend impossible des accords globaux avec les Américains. Il écrit ainsi : « C'est parce que le

P.C.C. a pleinement conscience de ces objectifs qu'il accuse le gouvernement soviétique d'utiliser l'aide militaire pour accumuler un capital politique qui permettra d'intervenir dans le règlement du conflit américano-vietnamien et ensuite de reprendre avec les dirigeants américains la politique de collaboration, baptisée de coexistence pacifique, obstinément poursuivie depuis 1959. »

Une analyse de l'U.R.S.S.

Après un tel diagnostic, il faut naturellement s'interroger sur les origines de la maladie. Pour Jean Baby elles sont indéniablement dues à la progression des forces bourgeoises et capitalistes au sein de la société soviétique. Le révisionnisme Khrouchtchevien, puis le Khrouchtchevisme sous Khrouchtchev sont la traduction sur le plan politique de l'arrivée au sommet de la société des dirigeants embourgeoisés et sceptiques. A l'exemple de la Yougoslavie, les couches technocratiques savent de plus en plus la dictature du prolétariat et en faisant appel aux stimulants matériels se créent une suite prête à accepter une restauration à froid du capitalisme. Le prolétariat est mis en tutelle et les privilégiés s'arrogent des positions de pouvoir et de prestige de plus en plus importantes.

A cette politique qui exprime une évolution sociale négative, Jean Baby oppose la sagesse de la politique chinoise dans tous les domaines. Il souligne l'originalité de la politique agricole — très éloignée du modèle stalinien — la souplesse des méthodes de gestion économique et lave à juste titre, les dirigeants Chinois de l'accusation d'aventurisme militaire. La révolution culturelle elle-même lui paraît s'inscrire dans un contexte de rectifications sans cesse renouvelées des méthodes de contrôle du pouvoir, et dans un contexte de vigilance contre les manifestations de dégénérescence bourgeoise d'une société nouvelle, mais encore marquée par les stigmates du passé.

Les insuffisances d'une analyse

Les vues de Jean Baby — écho un peu infidèle des vues chinoises — n'appellent pas une approbation complète, car les choses ne sont pas aussi linéairement simples qu'il veut bien le dire. La première question à se poser est la suivante : l'opportuniste indéniable des soviétiques est-il comme il le dit le fruit d'un retour en force du capitalisme en U.R.S.S. (même si le processus n'est pas achevé) ? N'est-il pas plutôt situé dans le prolongement du système de pouvoir instauré sous l'égide de Staline par le reflux du mouvement ouvrier en U.R.S.S. au cours de la période de

la N.E.P. ? En un mot l'opportuniste d'aujourd'hui n'est-il pas dans le prolongement de celui de Staline lors de la révolution chinoise de 1927, lors des marchandages sur le partage du monde en 1943-1944 ? Autre question : la ligne du P.C.C. permet-elle de reconstruire vraiment un internationalisme socialiste authentique ? — N'est-elle pas elle aussi gravement infléchie par des préoccupations d'Etat, par un sectarisme pernicieux qui font repousser à la Chine les propositions de front international de soutien au Viet-nam lancées

par les P.C. de Cuba et de Corée du nord ? Toutes ces questions sont des questions graves qu'il n'est pas bon d'éluder même s'il est vrai que la Chine risque d'être la victime de la prochaine agression américaine. En définitive il est aussi nécessaire de maintenir l'esprit d'examen et de critique à l'égard d'une grande révolution qu'il est nécessaire de résister à l'hystérie anti-chinoise d'une grande partie des dirigeants communistes européens.

(1) Bernard Grasset, 25 F.

Femmes

Confession à l'italienne

Geneviève Rocard

Italie. — Il y a environ un an, je me suis fiancée avec un jeune homme de dix ans de plus que moi. Nous nous entendions très bien au début, mais un jour tout a changé et mon fiancé m'a déclaré que si je l'aimais vraiment je devais lui donner une preuve de mon amour. Je ne voulais pas, mais après de nombreuses hésitations, j'ai cédé. Il y a quelques jours, une de mes amies m'a raconté que sa famille était hostile à notre mariage et à notre dernier rendez-vous, je lui en ai fait l'observation. A quoi il m'a répondu : « Je t'avais prévenue. D'ailleurs, les miens considèrent que ce serait la dernière des choses à faire que de me marier avec toi... » Les choses en sont là et je ne sais quelle décision prendre. Est-il exact que je n'ai aucun droit sur lui après ce qui s'est passé entre nous ? (Citée par Gabrielle Parca.)

France. — J'ai aujourd'hui vingt-cinq ans. Quand j'ai connu Bruno, j'ai commencé par lui résister, mais il m'a promis monts et merveilles et je me suis jetée corps et âme dans ses bras. Un mois après, il s'est détaché de moi. Alors a commencé mon calvaire. D'autres garçons, à qui je ne demandais rien, sont venus et cela s'est toujours terminé par des déceptions... Je cherche un jeune homme qui m'aimerait et en qui je pourrais avoir confiance. Hélas ! ma vie est désespérément vide. Aidez-moi... (Confidence n° 997, décembre 1966.)

Chaque jour, des milliers de lettres parviennent aux rédactions des divers magazines féminins. En Italie, mais en France aussi. Un livre « les Françaises se confessent » serait-il très différent du livre de la sociologue italienne Gabrielle Parca (1) ? Les françaises ont-elles les mêmes problèmes que leurs consœurs italiennes ? Il est difficile de l'affirmer car aucune étude systématique n'a été faite en France pour classer les différents cris d'alarme qui parviennent aux courriers du cœur. Une étude utilisant les « lettres » qui sont publiées par les divers hebdomadaires à bandes dessinées (2) françaises ne serait pas valable car les lettres qui paraissent sont la plupart du temps réécrites, censurées et choisies au goût des rédactrices, alors que Gabrielle Parca nous parle de lettres « authentiques ».

Mais il est bien vraisemblable que presque tous les problèmes que l'auteur recense en Italie se retrouvent en France : la « fameuse preuve d'amour » demandée par le fiancé ou prétendu tel, Le doute sur leur intégrité physique, sont des sujets que nous savons couramment abordés par les lectrices. Les femmes délaissées et trompées, les « femmes adultères ou presque » et surtout les « femmes qui souffrent » sont très assidues à écrire aux courriers du cœur et même, chose étrange et qui traduit bien la solitude morale de celles-ci, les femmes se confessent après avoir demandé un conseil culinaire à Françoise Bernard et Isabelle, images personnalisées de la margarine Astra et de l'huile Le-

sieur. Les jeunes filles françaises connaissent les « amours à distance » : on s'amourache d'un homme qu'on a rencontré une seule fois. Ces lettres paraissent dans les journaux où elles donnent aux courriéristes l'occasion de renvoyer ces écervelées à leurs chères études. Par contre, nous ne connaissons pas en France les protecteurs de vertu que représentent en Italie les frères et, à un moindre degré, les solidarités familiales s'acharnant à détruire les unions indésirables.

Le livre de Gabrielle Parca est riche d'informations sur les femmes italiennes, mais il laisse une impression d'inachèvement : comment répond-on à toutes ces jeunes filles et femmes angoissées ? Quel modèle de femme leur propose-t-on ? Si il en est en Italie comme en France, le courrier du cœur est la rubrique la plus lue par les lectrices. Une Marcelle Ségal, une Marcelle Auclair ou une Claude Ullin ont chaque semaine plus de lectrice qu'une Simone de Beauvoir dans toute son existence. Elles fixent les normes, elles peuvent répondre sagement et pertinemment, elles peuvent aussi répondre au nom de la Morale à toute les femmes qui se sentent coupables : « Madame, expiez... » Expier quoi ? le plus souvent le fait d'être née femme.

(1) Gabrielle Parca, « Les Italiennes se confessent ». Médiations Gd Format. Editions Gauthier, 12,85 F.

(2) Gabrielle Parca a étudié 8.000 lettres parvenues ces trois dernières années à deux revues hebdomadaires à bandes dessinées, probablement l'équivalent de *Confidence*, *Intimité* et *Modes de Paris*.



Du Dickens dans le sang.

Cinéma

Reprise du "David Copperfield" de G. Cukor

Bernard Sizaïre

Pour une fois les admirateurs de Dickens et les amateurs de cinéma seront satisfaits. En évitant le mot à mot stérile et l'extrapolation douteuse, George Cukor a su montrer l'essentiel de David Copperfield.

Il n'était pas facile de choisir et d'élaguer dans ce roman touffu. écrit parfois à la diable. Cukor et son adaptation ont supprimé tous les épisodes secondaires pour recréer l'atmosphère du livre à partir des personnages principaux. Ni Douvres, ni Londres, ni la prison, ni la fabrique n'apparaissent réellement ; ils n'existent qu'à travers David, Betsy Trotwood ou Micawber. Les choses ne sont plus que la manière dont les êtres les ressentent.

Pour concentrer notre attention sur des personnages nombreux, évoluant pendant une trentaine d'années, Cukor devait les typer rapidement. Dès qu'ils apparaissent, Betsy Trotwood par sa démarche caractéristique, Barkis par ses grimaces et son laconisme, s'affirment comme immédiatement dickensiens. Cette vigueur du trait, cette précision du geste pouvaient être caricaturales : Cukor comme Dickens tempère les portraits les plus sombres par la clarté du regard, comme il sauve les situations larmoyantes par la pudeur et l'humour. Même Uriah Heep, figure visqueusement diabolique, a quelque chose d'émouvant dans son acharnement à réussir.

Après avoir dessiné les personnages il faut établir leurs relations et montrer leur évolution. L'auteur de « My fair Lady » a su décrire avec une finesse extrême la nature ambiguë des rapports entre Pegotty et la pauvre petite Madame Copperfield : fragile maman sur laquelle veille la rude et tendre servante. Avec Betsy Trotwood, la tante de David, Cukor a réussi son meilleur personnage : il l'a crayonné d'emblée, mais reviendra fréquemment sur elle qu'il enrichira, nuancera par touches brèves pour rendre plausible la générosité profonde de l'acariâtre vieille dame. Cukor nous montre d'abord des êtres, dont il nous fait progressivement entrevoir l'âme.

On quitte le film avec l'impression très dickensienne d'avoir fait connaissance d'individus attachants, pittoresques, inquiétants ou excentriques qui nous accompagneront longtemps comme demeurent auprès de nous les David, les Olivier et les Pip depuis qu'ils envahirent notre enfance par l'intermédiaire de la collection verte.

J'admire enfin que Cukor, un des derniers Grands d'Hollywood où il tourna ce film en 1935, l'ait fait avec la modestie du bon compagnon qui réalise simplement une belle œuvre, car il sait que l'« essentiel est de bien faire son métier ». Cette réussite, Cukor la doit à son honnêteté qui lui permet de tirer le meilleur des acteurs qu'il dirige et à l'except-

tionnelle compétence des équipes qui surent faire d'Hollywood le haut lieu du cinéma.

Noël approche, lisez Dickens, allez

voir Cukor ! Vous y trouverez tous votre compte !

Cinéma *Le Marais*, 20, rue du Temple (Métro : Hôtel de Ville). Place : 6 F.

Variétés

Un chant à hauteur d'homme

Marc Echeverry

Le public parisien est ainsi fait, qu'il aime consacrer mais non ratifier des gloires déjà acquises ailleurs. Il y aurait beaucoup à gloser sur ce public, dont la curiosité n'est guère la qualité majeure, et pour qui les célébrités autres que françaises, ne sont au mieux que des gloires locales.

C'est dire que la partie engagée par Raimon, lors de ses récitals de Bobino, était difficile. Il l'a incontestablement gagnée. Sinon par K.O., tout au moins aux points.

Deux choses frappent d'entrée chez le chanteur catalan : la simplicité et la poésie. Ce n'est donc qu'au bout d'un moment, le climat étant né, qu'il touche au but, pour émouvoir profondément à la fin.

Je me suis demandé pourtant s'il n'y avait pas malentendu entre une partie du public et le chanteur. Engagé, Raimon l'est sûrement. Et la sincérité et la conviction avec lesquelles il chante la misère et l'espoir des catalans ne peut que saisir l'auditeur. L'économie de moyens, la beauté de la langue, la singularité de la mélodie, aident à comprendre, et dépayser à la fois.

Mais à trop insister sur l'aspect politique de son tour de chant, on laisse de côté ce qui fait sa force : la robustesse de l'inspiration, la couleur des mots, la rareté de la mélodie.

Raimon chante des vérités bonnes à entendre, quand il exprime la révolte et l'opposition au franquisme. Mais le meilleur de son inspiration

me semble-t-il, est dans les chants d'amour, dans la ligne nostalgique de « J'ai quitté ma mère », dans l'âpreté de la « Chanson du Remords ».

En vérité le poète incontestable qu'est Raimon, m'a fait penser beaucoup plus à un Brassens, avec ses révoltes et ses tendresses bourruées, qu'au Bob Dylan des dernières années. Il est vrai aussi que le malentendu à l'égard de ce dernier a été flagrant comme l'a démontré son passage à l'Olympia.

Un dernier point me paraît devoir être souligné. Raimon est un chanteur catalan.

Cette lapalissade n'en est une qu'en apparence. Son refus évident de chanter en espagnol et donc de se priver d'une audience beaucoup plus large, répond en effet à une exigence authentique. Les sources de l'inspiration, les accents de la voix, le choc des mots, rejoignent et renouvellent une tradition qui n'est ni castillane, ni à plus forte raison andalouse.

Et c'est au bout du compte ce qui rend exceptionnels et la qualité de l'émotion et l'aura du chanteur. Le public de Bobino en était-il conscient ? La chaleur de ses applaudissements semblait le prouver.

Il serait injuste de ne pas citer Granne Alwright, le chanteur néo-zélandais, qui en première partie du même programme, avait largement facilité l'accueil de Raimon, par une interprétation aussi sobre que rigoureuse d'excellentes adaptations de folk-song.

Disques

A propos des prix

En complément de son article du 8 décembre, M. Bernstein nous communique la note suivante.

Il est évident que les prix calculés ne tiennent pas compte des rabais de 10 ou 20 % que consentent certains disquaires.

Un disque artistique en gravure universelle coûte normalement 34,90 F. La seule adoption de la TVA réduite en usage dans le Livre ramènerait le prix du même disque à 29,10 F, soit une différence de 5,80 F.

Voici quelques prix étrangers pour un disque de même catégorie :

Allemagne : soit DM 21,00 = 26,25 F
soit DM 25,00 = 31,25 F.

Angleterre : 37 s. 6d. = 25,90 F

Hollande : 22,50 F = 30,37 F ou 21 F = 28,35 F.

Belgique : 295 F.B. = 29,50 F.

Danemark : Dkr 44,00 maximum = 31,68 F.

On constate donc que la France vient au premier rang des pays chers et que la différence correspond justement à l'excès scandaleux de TVA.

D'autres mesures, d'ordre strictement professionnel, peuvent aussi conduire à une diminution des prix, mais elles sont trop complexes pour pouvoir être chiffrées de manière efficace. Il est certain qu'une diffusion beaucoup plus large du disque permettrait une meilleure rentabilité des enregistrements et par conséquent une baisse sensible des prix au stade de la production comme au stade de la vente.

Réponse à Roger Priouret

On ne soigne pas par correspondance

Michel Rocard

M. Priouret est un journaliste respecté : il le mérite, il a du talent. Il a été notamment le premier journaliste économique de France à présenter — dans *France-Soir* — une analyse correcte de l'étrange phénomène de chômage rampant qui affecte la France depuis douze ans. M. Priouret est en effet bien informé.

Mais voici qu'il se permet dans *L'Express* (1) une attaque brutale de la proposition sur laquelle travaillent actuellement les rencontres socialistes régionales — celle selon laquelle il est possible et souhaitable de donner un peu plus d'autonomie à la vie régionale en France — sans faire seulement allusion à l'existence de cette proposition publique.

A vrai dire, la maladresse de sa réfutation est telle qu'on peut se demander s'il nous a lus. Mais si ce n'est pas au courant des rencontres socialistes qu'il répond, à qui répond-il ? Qui donc, sinon nous, a fait « souffler sur la France un vent de Gironde » ?

Tenons donc pour acquis que ce qui est en question est le rapport intitulé « Décoloniser la province », et passons sans plus tarder au fond, c'est-à-dire à son argumentation.

« Bien entendu, il faut faire la part des préoccupations électorales » écrit d'abord Priouret. C'est une première erreur. Compte tenu de ce qu'est la France politique actuelle, et de la manière dont on y postule le suffrage, la carte électoralement payante est la défense des libertés locales dans les limites actuelles des communes et départements, et sûrement pas une réflexion précise sur les remembrements nécessaires, tant des communes que des départements. Aucun courant politique installé ne s'est risqué dans cette voie, qui est électoralement explosive. Nous l'avons retenue tout de même, précisément parce que la rénovation de la gauche ne passe pas seulement par la préparation d'élections.

Priouret aborde ensuite un argument de comparaison : « Cette vogue du régionalisme s'est développée en France au moment même où en Allemagne le Chancelier Erhard payait cher le prix de l'autonomie régionale ». En effet : « La République fédérale a connu, en 1965, une maladie banale des économies de plein emploi : la surchauffe, c'est-à-dire la hausse des prix. Les médications sont connues : augmentation des impôts et économies budgétaires. Le chancelier Erhard a manqué, non pas d'autorité, mais de moyens »...

« Quand le chancelier Erhard a demandé l'austérité à tous, les Länder ont continué à dépenser autant en empruntant aux banques à 10 %. Ainsi a fini « le miracle allemand ».

Ce raisonnement cumule plusieurs erreurs à la fois sur ce qui se passe en Allemagne et sur la nature de la politique économique proposée dans les travaux des rencontres socialistes.

Le phénomène principal qui affecte l'Allemagne est l'ampleur du changement démographique qu'elle a subi. La population active de la République fédérale a augmenté de 620.000 personnes par an de 1953 à 1961.

Il s'agit là d'un choc démographique d'une prodigieuse puissance.

Priouret propose ici des « médications connues », augmentation des impôts et économies budgétaires. Cela revient à ralentir la vitesse de croissance de l'économie allemande. Mais comme on ne prévoit pas que la situation démographique se détende avant une dizaine d'années, cela veut dire que la réduction envisagée sera durable, et pas seulement conjoncturelle.

En fait, une politique aussi sommairement globale n'est pas de taille à sortir l'Allemagne sans trop de dommages de ses difficultés actuelles : il faudrait des interventions sélectives, une organisation des mouvements de main-d'œuvre, une direction précise de l'économie par son régulateur principal qui est l'Etat. En nous affirmant socialistes, à Grenoble, nous nous déclarions fidèles à cette analyse selon laquelle le capitalisme est un régime injuste et dangereux à raison des contradictions internes qu'il recèle toujours. L'Allemagne n'est qu'un bon exemple de plus.

Mais entrons plus avant dans la logique de Priouret : imaginons cette folie, qu'une politique libérale et globale puisse suffire à régler le cas allemand. Encore faut-il la faire. Si les Länder ont continué à emprunter, c'est qu'on n'a pas cherché à les empêcher. Et Priouret d'accuser la trop grande autonomie régionale. Mais enfin, depuis quand la limitation du crédit passe-t-elle par des mesures réglementaires appliquées aux emprunteurs ? C'est dans les banques qu'on serre la vis, depuis toujours, et on peut le faire soit globalement, soit par catégorie d'emprunteurs.

En France, nos traditions et l'existence de la tutelle ont donné à nos collectivités locales une vie financière très particulière ; on a d'autres moyens de leur serrer la vis. Ce

n'est pas le cas en Allemagne : elles relèvent du droit monétaire commun. Appliquons-le. Si Priouret avait lu le texte proposé à Grenoble sous le titre « La gauche et la monnaie », il saurait que nous n'avons pas d'intentions laxistes en matière monétaire ; la fermeté de la direction centrale dans ce domaine est pour nous la condition de tout succès ultérieur d'un gouvernement de gauche. Si Erhard n'a pas voulu faire interdire ce type de crédits, cela tient beaucoup plus aux relations qu'il voulait préserver entre l'Etat et la Bundesbank, comme entre la Bundesbank et les banques, qu'aux dispositions constitutionnelles intéressant les collectivités locales. C'est la liberté totale d'entreprises et des banques, le capitalisme, qui est en question en Allemagne ; et le fait que l'Etat central n'y dispose pas d'un frein particulier, sur la dépense des collectivités territoriales n'est qu'un phénomène second.

Aussi bien, là n'est pas le problème essentiel. Le courant des rencontres de Grenoble n'a proposé ni gestion régionalisée de la monnaie ni éclatement de la France en une confédération de provinces indépendantes. Priouret sent d'ailleurs lui-même qu'avec cet exemple allemand il n'a tenté de pourfendre qu'une caricature de notre thèse, et il écrit : « Cette affaire devrait déjà nous montrer que la bonne gestion économique exclut une trop large autonomie des régions et même des communes ». C'est nous qui soulignons le trop.

En France, communes et régions ne disposent d'aucune autonomie. Avant de leur en donner trop, on dispose donc de quelque marge. C'est toute cette marge qui fait le problème.

Et là, notre interlocuteur devient moins clair. Il évoque les exemples du Havre, de Montceau-les-Mines et du Creusot, pour sembler conclure que le facteur essentiel de localisation des implantations industrielles nouvelles réside dans le système de communications, ce dont, pour le court terme, nous convenons d'autant plus volontiers que nous n'avons jamais dit le contraire. Mais il ne le dit pas nettement : « Le Maire ne mourra pas, parce qu'il est sur un axe d'expansion », Certes : aussi bien Le Havre n'est-il pas une des zones clés de la revivification régionale nécessaire, précisément pour cette raison.

En ce qui concerne Montceau-les-Mines et Le Creusot, « on achève, en ce début de décembre, une « route-express » qui met Montceau et Le Creusot à trente minutes en voiture de tourisme et à quarante minutes en car de Chalon. Les zones industrielles s'achèvent. Le temps fera le reste. Et, en attendant, les jeunes de Montceau et du Creusot trouveront un emploi à Chalon ».

Je n'invente rien : la clé du problème, c'est la vie qui grouille... Et si elle ne grouille pas à l'ouest de la ligne Caen-Marseille, faut-il dire tant pis ? Quand on soutient de pa-

reilles thèses, il faut au moins avoir le courage de ses conclusions.

Vous remarquerez en outre, amis lecteurs, que ces raisonnements de Priouret — j'essaie de les citer en respectant la logique — ne confirment en rien son titre : « Le Médecin est à Paris ». Sa conclusion que « La solution en aucun cas, ne passe par le morcellement de l'unité économique qu'est la France — d'une unité dont la dimension est déjà insuffisante ». Il a cru montrer que le médecin était à Paris en expliquant que Dijon n'était pas devenue la métropole régionale salvatrice : donnons acte, et pour cause ; notre thèse est précisément que tout a toujours contribué en France à empêcher le développement de capitales régionales puissantes. Mais ce que Priouret dit finalement c'est que les déséquilibres régionaux ne sont pas surmontables en France, qu'on n'y peut rien, et que c'est bien ainsi. Le médecin n'est pas à Paris ; il n'y a pas de médecin du tout.

Réaffirmons avec force que nous pensons le contraire :

1° C'est un principe permanent du socialisme que de ne jamais s'accommoder d'une injustice, fut-elle territoriale.

2° Le développement économique est le résultat du progrès technique et de l'accroissement des échanges. Ce double mouvement, amélioration des conditions techniques des productions dans chaque entreprise et intensification des échanges de chaque secteur de l'économie, prend sa signification à différents niveaux.

3° Il est tout à fait incontestable qu'au plus haut niveau, celui de l'économie continentale, le développement est le résultat des recherches les plus avancées comme des augmentations massives d'échanges permises par les très grands équipements d'infrastructure. Personne ne songe à retirer de Paris la responsabilité de décision en pareils domaines.

4° Il est non moins incontestable qu'au niveau local et régional des améliorations substantielles peuvent être apportées tant aux conditions de productions qu'aux moyens d'échange. Là est la clé du développement des régions en panne et notamment de l'ouest. Le médecin ne peut venir de Paris : on ne soigne pas par correspondance.

5° La thèse proposée aux rencontres socialistes consiste à dire qu'il n'y a aucun inconvénient à retirer de telles attributions économiques à Paris qui n'en a nul besoin, et qu'au contraire on tirerait de biens meilleurs résultats des mêmes enveloppes de crédits si les décisions étaient prises sur place, c'est-à-dire avec une connaissance suffisante des besoins.

6° Il reste que les équipements de dimensions nationales continueront à dépendre de Paris, que les plans régionaux feront l'objet d'arbitrages au niveau national — ou européen — et qu'il n'y a qu'une politique monétaire.

7° Il reste que M. Priouret se serait honoré en nous lisant avant d'entreprendre de nous réfuter.

(1) *L'Express* du 5 au 11 décembre.